

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 466 CM du 22 mars 2018 relatif à la partie “Arrêtés” du code de l’environnement de la Polynésie française.

NOR : ENV1722502AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la culture, de l’environnement, de l’artisanat et de l’énergie, en charge de la promotion des langues et de la communication,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d’autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d’autonomie de la Polynésie française ;

Vu l’arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l’environnement de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 21 mars 2018,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l’annexe au présent arrêté constituent la partie “Arrêtés” du code de l’environnement de la Polynésie française.

Art. 2.— Sont abrogées toutes les dispositions du code de l’environnement de la Polynésie française issues de :

- l’arrêté n° 1918 CM du 26 novembre 2015 ; JOPF du 4 décembre 2015, n° 97, page 13123 ;
- l’arrêté n° 2096 CM du 17 décembre 2015 ; JOPF du 25 décembre 2015, n° 103, page 14088 ;
- l’arrêté n° 2166 CM du 24 décembre 2015 ; JOPF du 5 janvier 2016, n° 2, page 155 ;
- l’arrêté n° 60 CM du 21 janvier 2016 ; JOPF du

29 janvier 2016, n° 9, page 1246 ;

- l’arrêté n° 1047 CM du 27 juillet 2016 ; JOPF du 5 août 2016, n° 63, page 8710 ;
- l’arrêté n° 1473 CM du 27 septembre 2016 ; JOPF du 4 octobre 2016, n° 80, page 11353 ;
- l’arrêté n° 1610 CM du 20 octobre 2016 ; JOPF du 28 octobre 2016, n° 87, page 12416 ;
- l’arrêté n° 704 CM du 26 mai 2017 ; JOPF du 2 juin 2017, n° 44, page 6905 ;
- l’arrêté n° 900 CM du 21 juin 2017 ; JOPF du 27 juin 2017, n° 51, page 8028.

Art. 3.— Sont abrogées toutes les dispositions de l’arrêté n° 1485 CM du 27 septembre 2011 classant les sites et monuments naturels de Polynésie française dans l’une des catégories prévues par la délibération sur la protection de la nature dont les dispositions sont intégrées dans la partie “Arrêtés” du code de l’environnement de la Polynésie française annexée au présent arrêté.

Art. 4.— Dans toutes les dispositions en vigueur, les références à des dispositions abrogées par le présent arrêté sont remplacées par les références aux dispositions correspondantes du code de l’environnement de la Polynésie française.

Art. 5.— Le ministre de la culture, de l’environnement, de l’artisanat et de l’énergie, en charge de la promotion des langues et de la communication, est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2018.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de la culture,

de l’environnement,

de l’artisanat et de l’énergie,

Heremoana MAAMAATUAIAHUTAPU.

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

LIVRE Ier *DISPOSITIONS FONDAMENTALES*

Art. A. 1000-1.- Outre les définitions prévues par ailleurs dans le présent code, aux fins du présent code, on entend par :

- Routes : toutes voies de communication terrestres aménagées ;
- Zone urbaine : la zone urbaine - UA telle que définie par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Titre Ier

Patrimoine commun de la Polynésie française

Le présent titre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Titre II

Institutions

Chapitre 1er

Commission des sites et des monuments naturels (CSMN)

Art. A. 1210-2-1.- La commission de sites et des monuments naturels est composée comme suit :

- le ministre chargé de l'environnement, président ;
- le directeur de l'environnement ;
- le chef du service du tourisme ;
- le chef du service de l'urbanisme ;
- le chef du service de la culture et du patrimoine ;
- le directeur des ressources marines et minières ;
- le directeur de l'agriculture ;
- le directeur de la biosécurité ;
- le directeur des affaires foncières.

Les membres peuvent se faire représenter aux séances de la commission.

Ils exercent leurs fonctions à titre gratuit. Il en est de même pour les personnes que la commission peut entendre lorsqu'elle estime leur audition utile à son information.

Art. A. 1210-2-2.- La commission se réunit autant de fois qu'il est nécessaire.

Elle est convoquée par son président ou, en son absence, par son représentant, qui fixe l'ordre du jour. La convocation est de droit si la moitié des membres au moins en adresse la demande écrite au président.

Elle ne peut délibérer que si la moitié au moins des membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, la commission est reconvoquée dans un délai de deux à quinze jours. Elle délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les avis sont pris à la majorité simple, la voix du président est prépondérante.

Art. A. 1210-2-3.- Le secrétariat des séances de la commission est assuré par la direction de l'environnement.

Chapitre 2

Commission des installations classées (CIC)

Art. A. 1220-2-1.- La commission des installations classées est composée comme suit :

- le ministre chargé de l'environnement, président ;
- le directeur de l'environnement ;
- le chef du service de l'urbanisme ;
- le chef du service d'hygiène et de salubrité publique ;
- le chef de service des énergies ;
- le directeur des ressources marines et minières ;
- le directeur de l'agriculture ;
- le directeur de la biosécurité ;
- le directeur de la protection civile ;
- le chef de service de l'inspection du travail.

Les membres peuvent se faire représenter aux séances de la commission.

Ils exercent leurs fonctions à titre gratuit. Il en est de même pour les personnes que la commission peut entendre lorsqu'elle estime leur audition utile à son information.

Art. A. 1220-2-2.- Le tavana hau de la circonscription concernée par l'installation, ainsi que le maire de la commune concernée par l'installation, sont invités chaque fois qu'un dossier les concernant est évoqué pour donner leur avis.

Ils ne sont présents au sein de la commission que pour le dossier qui les concerne.

Art. A. 1220-2-3.- La commission se réunit autant de fois qu'il est nécessaire.

Elle est convoquée par son président ou, en son absence, par son représentant, qui fixe l'ordre du jour. La convocation est de droit si la moitié des membres au moins en adresse la demande écrite au président.

Elle ne peut délibérer que si la moitié au moins des membres sont présents.

Si le quorum n'est pas atteint, la commission est reconvoquée dans un délai de deux à quinze jours. Elle délibère alors valablement, quel que soit le nombre des membres présents.

Les avis sont pris à la majorité simple, la voix du président est prépondérante.

Art. A. 1220-2-4.- Le secrétariat des séances de la commission est assuré par la direction de l'environnement.

Titre III***Evaluation de l'impact des travaux, activités et projet d'aménagement sur la protection de l'environnement*****Chapitre 1^{er}*****Champ d'application***

Art. A. 1310-3-1.- Conformément aux dispositions de l'article LP. 1310-3 du présent code, la liste des travaux, activités et projets d'aménagements soumis à l'obligation d'une évaluation d'impact sur l'environnement est fixée conformément au tableau annexé au présent chapitre.

Ne sont pas soumis à l'obligation d'une évaluation d'impact sur l'environnement en application des dispositions du présent titre, les travaux sur le domaine public fluvial et maritime nécessités par les dégâts occasionnés lors d'un état de calamité ou de catastrophe naturelle déclaré par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. A. 1310-3-2.- Dans ce tableau, il est défini, pour chaque type d'opération, les seuils entraînant l'application des dispositions précisées aux chapitres 2 et 3 du présent III.

Art. A. 1310-3-3.- Lorsque les travaux, activités et projets d'aménagement font l'objet d'aménagements ultérieurs, l'évaluation d'impact porte sur l'ensemble de l'opération.

Lorsque les réalisations ultérieures sont connues à l'avance, notamment en cas de lotissements s'effectuant en tranches successives, l'évaluation d'impact initiale porte sur la globalité de l'opération.

Evaluation d'impact sur l'environnement

	Opérations	Etudes d'impact	Notice d'impact
I.C.P.E. (Installations classées pour la protection de l'environnement)	I.C.P.E. de 1 ^{re} classe.....	exigée	
Eau	Eaux - système d'épuration collectif..... - stockage d'eau potable..... Domaine public maritime ou fluvial (occupation) - émissaire en mer ou en lagon ou en rivière ou en lagune... - rejets d'eaux pluviales..... - autres rejets..... - remblai..... - dragage..... - à des fins hôtelières.....	capacité de traitement > à 5.000 équivalent habitants exigée à partir de 3.000 m ³ au-dessus d'un diamètre de 1 m..... exigée au-dessus de 5.000 m ² au-dessus de 10.000 m ³ à partir de 10 unités hôtelières	
Energie	Electricité (transport)..... Gazoducs ou oléoducs..... Energie hydraulique - barrages et centrales hydroélectriques.....	travaux des installations des ouvrages de tension exigée ouvrages dont la puissance excède 500 kW.....	au-dessous de 500 kW
Matériaux	Mines - permis exclusif de recherche..... - travaux de recherche et exploration..... - exploitation de fonds marins..... - travaux d'exploitation de substances minières..... Extractions - sur le domaine public fluvial ou maritime..... - en terrain privé..... Terrassement..... exigée exigée au-dessus de 5.000 m ³ au-dessus de 10.000 m ³ exigée au-dessus de 10.000 m ³	exigée exigée de 1.000 à 5.000 m ³ de 2.000 à 10.000 m ³
Stationnement	Aires de stationnement, à l'exception des stationnements provisoires (bal, foire.....)	150 emplacements ou plus.....	de 50 à 149 emplacements
Equipement	Port - de commerce..... - de plaisance..... Aéroport.....	exigée exigée au-dessus de 80 emplacements..... exigée	exigée de 10 à 80 emplacements
Immobilier	Constructions - permis de construire.....	lorsque la construction porte sur une superficie couverte supérieure à 2.400 m ² supérieure à 2.000 m ²	

	<p>.....-</p> <p>- immeuble (hauteur)</p> <p>.....-</p> <p>.....-</p> <p>Lotissement</p> <p>- dans un P.G.A.</p> <p>- hors P.G.A.</p>	<p>à partir de R + 7</p> <p>à partir de R + 6</p> <p>au-dessus de 16.000 m² d'aménagement général ou de 40 lots</p> <p>au-dessus de 12.000 m² d'aménagement général ou de 30 lots</p>	
Voirie	<p>Piste carrossable (en 4x4)</p> <p>Route</p>	<p>plus de 10 km linéaires</p> <p>plus de 10 km linéaires</p>	<p>de 2 à 10 km linéaires</p> <p>de 2 à 10 km linéaires</p>
Tourisme	<p>Camping, caravaning</p> <p>Parc d'attraction ou aménagement sportif terrestre</p> <p>Golf</p>	<p>10 emplacements ou plus</p> <p>pour une emprise supérieure à 5 ha</p>	<p>pour une emprise supérieure à 5ha</p>
Sols	<p>Serre ou abri de culture.....</p> <p>Abattage d'arbres.....</p> <p>Défrichement</p> <p>- dans une zone agricole protégée</p> <p>- plaine.....</p> <p>- pente > à 15 %.....</p> <p>- hors zone agricole protégée</p> <p>- plaine.....</p> <p>- pente > à 15 %.....</p>	<p>.....</p> <p>.....</p> <p>.....</p> <p>au-dessus de 20 ha</p> <p>au-dessus de 10 ha</p> <p>à partir de 5 ha</p> <p>à partir de 2 ha</p>	<p>à partir de 2.000 m²</p> <p>domaine public de l'Etat, du territoire ou de la commune, situé en zone urbaine</p>

Chapitre 2

Modalités

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 3

Procédure d'instruction

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Titre IV

Réservé

Titre V

Prévention et réparation des dommages causés au patrimoine commun de la Polynésie française

Chapitre 1er

Dispositions générales

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 2

Mesures de prévention et de réparation des menaces ou des dommages causés par l'activité d'un exploitant

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 1 - Mesures de prévention

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Mesures de réparation

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 3 - Mesures de police administrative

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 3

Mesures de réparation des menaces ou des dommages causés aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes et aux bénéfices collectifs tirés par l'homme

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Titre VI

Dispositions relatives aux contrôles et aux sanctions

Chapitre 1er

Dispositions générales

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 1 - Gardes Nature de la Polynésie française

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Gardes particuliers

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 2

Contrôles administratifs et mesures de police administrative

Section 1 - Contrôles administratifs

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Mesures et sanctions administratives

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 3

Réservé

Chapitre 4

Dispositions pénales

Art. A. 1640-9-1.- Les dispositions des articles A. 1640-9-2 à A. 1640-9-3 ont pour objet de déterminer le montant de l'amende forfaitaire applicable aux contraventions des quatre premières classes prévues par le présent code ainsi que les caractéristiques des carnets destinés à relever les contraventions en matière de protection de l'environnement soumises à la procédure de l'amende forfaitaire et de l'amende forfaitaire majorée.

Art. A. 1640-9-2.- Le montant de l'amende forfaitaire applicable aux contraventions des quatre premières classes prévues par le présent code est fixé comme suit :

- 1°- 1 300 F CFP pour les contraventions de la 1^{ère} classe ;
- 2°- 4 150 F CFP pour les contraventions de la 2^{ème} classe ;
- 3°- 8 100 F CFP pour les contraventions de la 3^{ème} classe ;
- 4°- 16 100 F CFP pour les contraventions de la 4^{ème} classe.

La requête tendant à l'exonération du paiement de l'amende forfaitaire est formulée et transmise dans les conditions prévues à l'alinéa 1er de l'article 529-2 du code de procédure pénale. La majoration de l'amende forfaitaire intervient dans les conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 529-2 du code de procédure pénale.

Le montant de l'amende forfaitaire majorée est fixé comme suit :

- 1°- 3 900 F CFP pour les contraventions de la 1^{ère} classe ;
- 2°- 8 900 F CFP pour les contraventions de la 2^{ème} classe ;
- 3°- 21 450 F CFP pour les contraventions de la 3^{ème} classe ;
- 4°- 44 700 F CFP pour les contraventions de la 4^{ème} classe.

L'amende forfaitaire et l'amende forfaitaire majorée sont recouvrées au profit de la paierie de la Polynésie française.

Art. A. 1640-9-3.- Du carnet de contravention environnementale.

Le modèle de carnet à souches de contravention à utiliser pour les contraventions environnementales est celui prévu par l'article 2 de l'arrêté n° 315 CM du 8 mars 2007 portant création des carnets à souches de contravention.

L'agent verbalisateur indique toutes les informations relatives à l'infraction constatée en utilisant les rubriques concernant les contraventions environnementales.

LIVRE II

PROTECTION, CONSERVATION ET GESTION DU PATRIMOINE NATUREL

Art. A. 2000-1.- Outre les définitions prévues par ailleurs dans le présent code, aux fins du présent code, on entend par :

- Recherche et approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins : toute manœuvre ou action, y compris en se laissant dériver, consistant à approcher ou à laisser approcher tout spécimen de mammifères marins, et ce quelque soit le mode de transport utilisé et pour quelque raison que se soit.

Titre Ier

La protection, la conservation et la gestion des espaces naturels

Chapitre 1er

Principes généraux du classement en espace naturel protégé

Section 1 - Classement

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Sous-section 1 - Catégories de classement

La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Tableau des objectifs de gestion et catégories des espaces protégés

Sous-section 2 - Procédure de classement

Art. A. 2111-13-1.- Les sites figurant dans le tableau annexé font l'objet d'une inscription sur la liste des espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Liste des espaces naturels protégés du code de l'environnement (classée par ordre chronologique de classement)

Nom	Iles	Commune (section de commune)	Catégorie	Année de classement (Acte de classement)
Grotte Pare	Tahiti	Pirae	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Grotte Monoihere	Tahiti	Mahina	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Grotte Pufau	Tahiti	Hitia'a 0 Te Ra (Papenoo)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Grotte Anapiro	Tahiti	Hitia'a 0 Te Ra (Papenoo)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Source (pointe Narii Domingo)	Tahiti	Hitia'a 0 Te Ra (Mahaena)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Cascade du Vahi	Tahiti	Taiarapu-Est (Tautira)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Grotte de Vaipouri	Tahiti	Taiarapu-Ouest (Teahupoo)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Cascade Atehiti	Tahiti	Teva I Uta (Mataiea)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Cascade Vaipahi	Tahiti	Teva I Uta (Mataiea)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Grotte de Maraa	Tahiti	Paca	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Grotte de Turupo	Moorea	Moorea-Maiao (Afareaitu)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Grotte de Vaitaraa	Moorea	Moorea-Maiao (Afareaitu)	III	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Belvédère du Tahara'a	Tahiti	Mahina	V	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Pointe Vénus	Tahiti	Mahina	V	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Lac Vaihira	Tahiti	Teva I Uta (Mataiea)	V	1952 (???)
Plateau de Tamanu	Tahiti	Punaauia	V	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Pointe Hotuarea	Tahiti	Faa'a	V	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Baie de Hohoi	Ua Pou	Ua Pou	V	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Baie des Vierges	Fatu Hiva	Fatu Hiva	V	1952 (Arr. n° 865 a.p.a du 23/06/52)
Pari	Tahiti	Taiarapu-Est (Tautira) Taiarapu-Ouest (Teahupoo)	V	1964 (Arr. n° 391 AA du 15/02/64)
Motu Tapu	Bora-Bora	Bora-Bora	V	1964 (Arr. n° 715 AA du 21/03/64)
Scilly et Bellighausen	Scilly et Bellighausen	Maupiti	I	1971 lagon de Scilly (Arr. n° 2259 du 27/07/71) 1992 atolls (Arr. n° 1230 CM du 12/11/92)
Eiao	Eiao	Nuku-Hiva	IV	1971 (Arr. n° 2559 du 28/07/71)
Hatutu	Hatutu	Nuku-Hiva	IV	1971 (Arr. n° 2559 du 28/07/71)
Motu One	Motu One	Nuku-Hiva	IV	1971 (Arr. n° 2559 du 28/07/71)
Mohotane	Mohotane	Hiva-Oa	IV	1971 (Arr. n° 2559 du 28/07/71)
Taiaro	Taiaro	Fakarava	Ia VI	1972 lagon (Arr. n° 2456 AA du 01/08/72) 1977 désigné en réserve de biosphère par UNESCO 2016 (Arr. n° 955 CM du 18/07/2016)
Te Faaiti	Tahiti	Hitia'a 0 Te Ra (Papenoo)	II	1989 (Arr. n° 678 CM du 05/06/89)
Réserve de Vaikivi	Ua Huka	District de Vaipae	I	1997 (Arr. n° 1472 CM du 26/12/97)
Parc de Vaikivi	Ua Huka	District de Vaipae	II	1997 (Arr. n° 1472 CM du 26/12/97)
Temehani Ute Ute	Raiatea	Tumaraa (Tevaitoa)	IV	2010 (Arr. n° 350 CM du 19/03/2010)
Fenua Aihere	Tahiti	Taiarapu Ouest (Teahupoo)	VI	2014 (Arr. n° 864 CM du 06/06/2014)

Fakarava Intracommunal	Fakarava	Fakarava	VI	2016 (Arr. n° 949 CM du 18/07/2016) Réserve de biosphère
Aratika	Aratika	Fakarava	IV VI	2016 (Arr. n° 950 CM du 18/07/2016) Réserve de biosphère
Fakarava	Fakarava	Fakarava	III IV V VI	2016 (Arr. n° 951 CM du 18/07/2016) Réserve de biosphère
Kauehi	Kauehi	Fakarava	IV IV VI	2016 (Arr. n° 952 CM du 18/07/2016) Réserve de biosphère
Niau	Niau	Fakarava	Ib VI	2016 (Arr. n° 953 CM du 18/07/2016) Réserve de biosphère
Raraka	Raraka	Fakarava	IV VI	2016 (Arr. n° 954 CM du 18/07/2016) Réserve de biosphère
Toau	Toau	Fakarava	IV IV VI	2016 (Arr. n° 956 CM du 18/07/2016) Réserve de biosphère

Section 2 - Conséquences du classement

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 3 - Déclassement

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 2

Dispositions particulières relatives à la protection, la conservation et la gestion de certains espaces naturels de Polynésie française

Section 1 - Milieu marin

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Rahui

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 3 - Réserves de biosphère

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Titre II***La protection, la conservation et la gestion des espèces***

Le présent titre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 1er***Les espèces menacées***

Art. A. 2210-1-1.- I - Les espèces animales et végétales figurant dans le tableau annexé font l'objet d'une inscription sur la liste des espèces protégées relevant de la catégorie A.

Liste des espèces protégées relevant de la catégorie A

Nom scientifique	Famille	Nom vernaculaire
FLORE VASCULAIRE TERRESTRE		
<i>Abutilon mangarevicum</i>	Malvaceae	-
<i>Abutilon sachetianum</i>	Malvaceae	Ko'otea
<i>Acalypha lepinei</i>	Euphorbiaceae	-
<i>Acalypha raivavensis</i>	Euphorbiaceae	-
<i>Achyranthes mangarevica</i>	Amaranthaceae	-
<i>Achyranthes marchionica</i>	Amaranthaceae	-
<i>Apetahia longistigmata</i>	Campanulaceae	-
<i>Apetahia raiateensis</i>	Campanulaceae	'Apetahi

<i>Apetahia seigelii</i>	Campanulaceae	-
<i>Apostates rapae</i>	Asteraceae	-
<i>Atractocarpus tahitensis</i> (syn. <i>Trukia tahitensis</i>)	Rubiaceae	-
<i>Bidens aoraiensis</i>	Asteraceae	-
<i>Bidens orofensis</i>	Asteraceae	-
<i>Bischofia javanica</i>	Euphorbiaceae	-
<i>Botrychium daucifolium</i>	Ophioglossaceae	-
<i>Calanthe tahitensis</i> var. <i>marquisensis</i>	Orchidaceae	Vahane vao
<i>Calanthe tahitensis</i> var. <i>tahitensis</i>	Orchidaceae	-
<i>Charpentiera australis</i>	Amaranthaceae	-
<i>Christiana vescoana</i> (syn. <i>Tahitia vescoana</i>)	Malvaceae	-
<i>Coprosma rapensis</i> var. <i>mangarevica</i>	Rubiaceae	-
<i>Coprosma velutina</i>	Rubiaceae	-
<i>Corybas minutus</i>	Orchidaceae	-
<i>Corymborkis veratrifolia</i>	Orchidaceae	-
<i>Cyrtandra biflora</i>	Gesneriaceae	Ha'ahape
<i>Cyrtandra connata</i>	Gesneriaceae	-
<i>Cyrtandra elizabethae</i> (syn. <i>C. marthae</i>)	Gesneriaceae	Ano
<i>Cyrtandra jonesii</i>	Gesneriaceae	-
<i>Cyrtandra toiviana</i>	Gesneriaceae	-
<i>Cyrtandra vescoi</i>	Gesneriaceae	-
<i>Dendrocnide harveyi</i>	Urticaceae	Harato
<i>Dicliptera clavata</i>	Acanthaceae	-
<i>Dicliptera forsteriana</i>	Acanthaceae	-
<i>Diplazium subquadripinnatum</i>	Aspleniaceae	-
<i>Erythrina tahitensis</i>	Fabaceae	'Atae 'oviri, 'Oporovainui
<i>Exocarpos psilotiformis</i>	Santalaceae	-
<i>Fitchia cordata</i>	Asteraceae	Tiare 'anei
<i>Fitchia cuneata</i> subsp. <i>cuneata</i>	Asteraceae	-
<i>Fitchia cuneata</i> subsp. <i>tahaensis</i>	Asteraceae	-
<i>Fitchia mangarevensis</i>	Asteraceae	-
<i>Geniostoma clavatum</i>	Loganiaceae	-
<i>Glochidion papenooense</i>	Phyllanthaceae	-
<i>Glochidion hivaoaense</i>	Phyllanthaceae	-
<i>Glochidion huahineense</i>	Phyllanthaceae	-
<i>Gossypium hirsutum</i> var. <i>taitense</i>	Malvaceae	Cotonnier, Vavai, Vavai ma'ohi, Haha'avai
<i>Gouania mangarevica</i>	Rhamnaceae	Tarakoa
<i>Grewia tahitensis</i>	Malvaceae	Mao, Haupa'a
<i>Gyrocarpus americanus</i> subsp. <i>americanus</i>	Hernandiaceae	'Oporovainui
<i>Habenaria cryptostyla</i>	Orchidaceae	-

<i>Habenaria marquisensis</i>	Orchidaceae	-
<i>Habenaria tahitensis</i>	Orchidaceae	-
<i>Haloragis erecta</i> subsp. <i>erecta</i>	Haloragidaceae	-
<i>Haloragis stokesii</i>	Haloragidaceae	Age
<i>Haroldiella rapaensis</i>	Urticaceae	Ohe'ohe
<i>Haroldiella sykesii</i>	Urticaceae	-
<i>Hernandia moerenhoutiana</i> subsp. <i>campanulata</i>	Hernandiaceae	-
<i>Hernandia moerenhoutiana</i> subsp. <i>elliptica</i>	Hernandiaceae	Turina
<i>Hibiscus australensis</i>	Malvaceae	'Autia , Rautia, Vavau, Fautea, 'Autea
<i>Kadua grantii</i> (syn. <i>Hedyotis grantii</i>)	Rubiaceae	-
<i>Kadua lucei</i> (syn. <i>Hedyotis lucei</i>)	Rubiaceae	-
<i>Kadua nukuhivensis</i> (syn. <i>Hedyotis nukuhivensis</i>)	Rubiaceae	-
<i>Kadua raiateensis</i> (syn. <i>Hedyotis raiateensis</i>)	Rubiaceae	-
<i>Kadua tahuatensis</i> (syn. <i>Hedyotis tahuatensis</i>)	Rubiaceae	-
<i>Lebronnecia kokoioides</i>	Malvaceae	Fau 'iki, Fautea, Fautona, Hautea
<i>Lepinia marquisensis</i>	Apocynaceae	-
<i>Lepinia taitensis</i>	Apocynaceae	'A'aia, Ma'ama'aitai,-Ma'ama'atai, Ma'ama'a i ra'au, Mamatai
<i>Lindsaea tetragona</i>	Dennstaedtiaceae	-
<i>Liparis clypeolum</i> subsp. <i>clypeolum</i>	Orchidaceae	'Autahi, Opiarapoa
<i>Liparis clypeolum</i> subsp. <i>cuspidata</i> (syn. <i>L. cuspidata</i>)	Orchidaceae	-
<i>Lipocarpha mangarevica</i>	Cyperaceae	-
<i>Macaranga truncata</i>	Euphorbiaceae	-
<i>Melicope bracteata</i>	Rutaceae	-
<i>Melicope fatuhivensis</i>	Rutaceae	'Auona
<i>Melicope inopinata</i>	Rutaceae	-
<i>Melicope tekaoensis</i>	Rutaceae	-
<i>Meryta brachypoda</i>	Araliaceae	Puru, Kofe
<i>Meryta lucida</i>	Araliaceae	'Ofepara
<i>Meryta salicifolia</i>	Araliaceae	'Ofepara
<i>Metatrophis margaretae</i>	Urticaceae	Maroro
<i>Moerenhoutia commelynae</i> (syn. <i>M. plantaginea</i>)	Orchidaceae	Tupu, Tupu tupu
<i>Mussaenda raiateensis</i>		-
<i>Myoporum rapense</i> subsp. <i>rapense</i>	Myoporaceae	Gaio
<i>Myoporum rimatarense</i>	Myoporaceae	-
<i>Myoporum stokesii</i>	Myoporaceae	Naio, Gaio
<i>Myrsine hartii</i>	Myrsinaceae	-

<i>Myrsine longifolia</i>	Myrsinaceae	-
<i>Nicotiana fatuhivensis</i> (syn. <i>N. fragrans</i> var. <i>fatuhivensis</i>)	Solanaceae	Pua momona
<i>Ochrosia brownii</i> (syn. <i>Neisosperma brownii</i>)	Apocynaceae	-
<i>Ochrosia fatuhivensis</i>	Apocynaceae	Ho'ei
<i>Ochrosia tahitensis</i>	Apocynaceae	Tamore mou'a
<i>Oparanthus teikiteetini</i>	Asteraceae	-
<i>Ophiorrhiza nelsonii</i>	Rubiaceae	-
<i>Ophiorrhiza orofenensis</i>	Rubiaceae	-
<i>Ophiorrhiza platycarpa</i>	Rubiaceae	-
<i>Ophiorrhiza scorpioidea</i>	Rubiaceae	-
<i>Ophiorrhiza setosa</i>	Rubiaceae	-
<i>Ophiorrhiza solanderi</i>	Rubiaceae	-
<i>Ophiorrhiza subumbellata</i>	Rubiaceae	-
<i>Ophiorrhiza tahitensis</i>	Rubiaceae	-
<i>Oreobolus furcatus</i>	Cyperaceae	-
<i>Osteomeles anthyllidifolia</i>	Rosaceae	-
<i>Oxalis gagneorum</i>	Oxalidaceae	-
<i>Pacifigeron rapensis</i> (syn : <i>Erigeron rapensis</i>)	Asteraceae	-
<i>Pavonia domatiifera</i>	Malvaceae	-
<i>Pavonia papilionacea</i>	Malvaceae	Fautea
<i>Pelagodoxa henryana</i>	Arecaceae	Palmier des Marquises, Palmier de Taipivai, Enu, Ha'ari rohutu
<i>Peristylus societatis</i>	Orchidaceae	-
<i>Phyllanthus aoraiensis</i>	Phyllanthaceae	-
<i>Phyllostegia tahitensis</i>	Lamiaceae	-
<i>Pilea bisepala</i>	Urticaceae	-
<i>Pilea occulta</i>	Urticaceae	-
<i>Pilea sancti-johannis</i>	Urticaceae	-
<i>Pilea solanderi</i>	Urticaceae	-
<i>Pisonia amplifolia</i>	Nyctaginaceae	-
<i>Pisonia austro-orientalis</i>	Nyctaginaceae	Pokea
<i>Pisonia brownii</i>	Nyctaginaceae	-
<i>Pisonia coronata</i>	Nyctaginaceae	-
<i>Pisonia graciliscens</i>	Nyctaginaceae	-
<i>Pisonia rapaensis</i>	Nyctaginaceae	-
<i>Pittosporum raivavaeense</i>	Pittosporaceae	-
<i>Plakothira parviflora</i>	Loasaceae	-
<i>Plakothira perlmanii</i>	Loasaceae	-

<i>Planchonella tahitensis</i> (syn. <i>Pouteria grayana</i> var. <i>grayana</i> , <i>Pouteria grayana</i> var. <i>florencei</i> , <i>Pouteria tahitensis</i>)	Sapotaceae	Torotea, Karaka, Moto
<i>Polyscias tahitensis</i>	Araliaceae	'Apape mono'i
<i>Pritchardia mitiaroana</i> (syn. <i>P. vuylstekeana</i> , <i>P. pericularum</i>)	Arecaceae	Palmier de Makatea, Tavevo, Umeume
<i>Psychotria franchetiana</i>	Rubiaceae	-
<i>Psychotria grantii</i>	Rubiaceae	-
<i>Psychotria lepiniana</i>	Rubiaceae	-
<i>Psychotria marauensis</i>	Rubiaceae	-
<i>Psychotria speciosa</i>	Rubiaceae	-
<i>Psychotria trichocalyx</i>	Rubiaceae	-
<i>Psychotria tubuaiensis</i>	Rubiaceae	-
<i>Rauvolfia nukuhivensis</i> (syn. <i>Ochrosia nukuhivensis</i>)	Apocynaceae	Tueiao, Tueiau
<i>Rauvolfia sachetiae</i>	Apocynaceae	-
<i>Santalum insulare</i> var. <i>alticola</i>	Santalaceae	Ahi
<i>Santalum insulare</i> var. <i>insulare</i>	Santalaceae	Ahi
<i>Santalum insulare</i> var. <i>margaretae</i>	Santalaceae	Ahi
<i>Scaevola tahitensis</i>	Goodeniaceae	-
<i>Sclerotheca arborea</i>	Campanulaceae	-
<i>Sclerotheca forsteri</i>	Campanulaceae	-
<i>Sclerotheca jayorum</i>	Campanulaceae	-
<i>Sclerotheca magdalenae</i>	Campanulaceae	-
<i>Sclerotheca oreades</i>	Campanulaceae	-
<i>Senecio stokesii</i>	Asteraceae	-
<i>Senna glanduligera</i>	Caesalpiniaceae	Paoratuumato, Paoratu mato
<i>Serianthes rurutensis</i>	Mimosaceae	'Ai'ai
<i>Sesbania coccinea</i> subsp. <i>atollensis</i> var. <i>atollensis</i>	Fabaceae	'Ofai, Kofai, Faifai
<i>Sesbania coccinea</i> subsp. <i>atollensis</i> var. <i>marchionica</i>	Fabaceae	Kohai
<i>Sesbania coccinea</i> subsp. <i>atollensis</i> var. <i>parkinsonii</i>	Fabaceae	'Ofai
<i>Sesbania coccinea</i> subsp. <i>atollensis</i> var. <i>quaylei</i>	Fabaceae	Kohai
<i>Sesbania coccinea</i> subsp. <i>atollensis</i> var. <i>tuamotensis</i>	Fabaceae	Kofai, Kofai
<i>Sideroxylon nadeaudii</i> (syn. <i>Nesoluma nadeaudii</i>)	Sapotaceae	-
<i>Sophora mangarevaensis</i>	Fabaceae	Paina
<i>Sophora raivavaeensis</i>	Fabaceae	-
<i>Sophora rapaensis</i>	Fabaceae	-
<i>Stichorkis caespitosa</i> (syn. <i>Liparis revoluta</i>)	Orchidaceae	-

<i>Streblus pendulinus</i>	Moraceae	-
<i>Tabernaemontana pandacaqui</i>	Apocynaceae	Faiate, Porohitimatavai
<i>Taeniophyllum elegantissimum</i>	Orchidaceae	-
<i>Terminalia glabrata</i> var. <i>glabrata</i>	Combretaceae	'Autera'a, 'Autara'a, 'Auari'iroa
<i>Terminalia glabrata</i> var. <i>haroldii</i>	Combretaceae	'Autera'a, Tara'ire
<i>Terminalia glabrata</i> var. <i>koariki</i>	Combretaceae	Koueriki, Kouariki
<i>Tetragonia tetragonoides</i>	Aizoaceae	-
<i>Ximenia americana</i> var. <i>americana</i>	Olacaceae	Rama
<i>Zanthoxylum nadeaudii</i>	Rutaceae	Ahumou
FAUNE MALACOLOGIQUE		
<i>Partula</i> sp.	Partulidae	'Areho
FAUNE MALACOLOGIQUE		
<i>Atrina vexillum</i>	Pinnidae	Moule géante, oota
<i>Cassis cornuta</i>	Cassidae	Casque, pu tara
<i>Charonia tritonis</i>	Cymatiidae	Triton, pu
<i>Cypraea cassis</i> rufa	Cassidae	Casque, pu tara
FAUNE ICHTYOLOGIQUE MARINE		
<i>Manta</i> sp.	Mobulidae	Raie manta, fafa piti
REPTILES MARINS		
<i>Caretta caretta</i>	Cheloniidae	Tortue caouanne
<i>Dermochelys coriacea</i>	Dermochelyidae	Tortue luth
<i>Eretmochelys imbricata</i>	Cheloniidae	Tortue imbriquée
<i>Lepidochelys olivacea</i>	Cheloniidae	Tortue olivâtre
FAUNE AVIAIRE TERRESTRE		
<i>Acrocephalus atypus</i>	Silviidae	Kotiotio, Rousserolle des Tuamotu
<i>Acrocephalus caffer</i> (Sparmann)	Silviidae	Otatara, Manu ofe, Rousserolle à long bec
<i>Acrocephalus mendanae</i>	Silviidae	Komako, Rousserolle des Marquises du sud
<i>Acrocephalus percernis</i>	Silviidae	Komako, Rousserolle des Marquises
<i>Acrocephalus rimatarae</i>	Silviidae	Oromao, Rousserolle de Rimatara
<i>Aerodramus leucophaeus</i>	Apodidae	'Opea'a, Salangane de la Société
<i>Aerodramus ocistus</i>	Apodidae	Kopeka, Salangane des Marquises
<i>Alopecoenas erythropterus</i>	Columbidae	Tutururu, Gallicolombe erythroptère
<i>Alopecoenas rubescens</i>	Columbidae	Kotue, Gallicolombe des Marquises
<i>Anas superciliosa</i>	Anatidae	Mo'ora oviri, Canard à sourcils
<i>Butorides striata patruelis</i>	Ardeidae	'Ao, Héron vert
<i>Ducula aurorae</i>	Columbidae	Rupe, Carpophage de la Société
<i>Ducula galeata</i>	Columbidae	Upe, Carpophage des Marquises,
<i>Hirundo tahitica</i>	Hirundinidae	'Opea'a, Hirondelle de Tahiti
<i>Numenius tahitiensis</i>	Scolopacidae	Teu'e, Courlis d'Alaska
<i>Pomarea iphis</i>	Monarchidae	Pati'oti'o, Monarque iphis
<i>Pomarea mendozae</i>	Monarchidae	Koma'o atu'a, Monarque marquisien

<i>Pomarea nigra</i>	Monarchidae	Omama'o, Monarque de Tahiti,
<i>Pomarea withneyi</i> (Murphy et Matthews)	Monarchidae	'Oma'o, Monarque de Fatu Hiva
<i>Zapornia tabuensis</i>	Rallidae	Meho, Moho, Marouette fuligineuse
<i>Prosobonia parvirostris</i>	Scolopacidae	Titi, Chevalier des Tuamotu
<i>Ptilinopus coralensis chalcurus</i>	Columbidae	U'upa, Ptilope de Makatea
<i>Ptilinopus coralensis</i>	Columbidae	'O'o, Ptilope des Tuamotu
<i>Ptilinopus dupetithouarsii</i>	Columbidae	Kuku, Ptilope de Petit-Thouars
<i>Ptilinopus huttoni</i>	Columbidae	Koko, Ptilope de Hutton,
<i>Ptilinopus purpuratus</i>	Columbidae	U'upa, Ptilope de la Société
<i>Todiramphus gertrudae</i>	Alcedidae	Kote'ute'u, Martin chasseur de Niau
<i>Todiramphus godeffroyi</i>	Alcedidae	Pahi, Martin chasseurs des Marquises
<i>Todiramphus tutus</i>	Alcedidae	'Otatare, Martin chasseur respecté
<i>Todiramphus veneratus</i>	Alcedidae	Ruro, Martin chasseur vénéré
<i>Vini kuhlii</i>	Psittacidae	'Ura, Lori de Kuhl
<i>Vini peruviana</i>	Psittacidae	Vini, Lori nonette
<i>Vini ultramarina</i>	Psittacidae	Pihiti, Lori des Marquises
FAUNE AVIAIRE MARINE		
<i>Nesofregatta fuliginosa</i>	Procellariidae	Océanite à gorge blanche
<i>Pseudobulweria rostrata</i>	Procellariidae	Noha, Pétrel de Tahiti
<i>Pterodroma ultima</i>	Procellariidae	Pétrel de Murphy
<i>Pterodroma alba</i>	Procellariidae	Pétrel à poitrine blanche
<i>Pterodroma leucoptera</i>	Procellariidae	Pétrel de Gould

II - Les espèces animales et végétales figurant dans le tableau annexé font l'objet d'une inscription sur la liste des espèces protégées relevant de la catégorie B.

Liste des espèces protégées relevant de la catégorie B

Nom scientifique	Famille	Nom vernaculaire
<i>Santalum insulare</i> var. <i>deckeri</i>	Santalaceae	Santal des Marquises
<i>Santalum insulare</i> var. <i>marchionense</i>		
<i>s.p</i>	Elasmobranchii	Toutes les espèces de requins
<i>s.p</i>	Balaenopteridae	Toutes les espèces de baleines
<i>s.p</i>	Delphinidae	Toutes les espèces de dauphins
Et plus généralement toutes les espèces de mammifères marins		
<i>Chelonia mydas</i>	Cheloniidae	Tortue verte, Honu, Tifai
<i>Birgus latro</i>	Coenobitidae	Crabe de cocotier, Kaveu

Section 1 - Dispositions générales

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Dérogations

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Sous-section 1 - Conservation

Art. A. 2212-1-1.- I-En application des dispositions de l'article LP. 2212-1 et aux fins uniquement de conservation des espèces protégées relevant de la catégorie A ou B, la capture, la cueillette, l'enlèvement, la détention, l'utilisation, le transport, l'exportation ou l'importation, ou encore l'entretien dans des installations de conservation "ex-situ" ou dans le milieu naturel de tout ou partie de spécimens d'espèces protégées, peuvent être autorisées par arrêté du président de la Polynésie française et après avis de la commission des sites et monuments, dans les cas suivants :

- 1° Lorsque l'espèce est menacée d'extinction en Polynésie française en raison de la diminution, observée ou prévisible, de ses effectifs ;
- 2° Dans le cadre de programmes de repeuplement, de réintroduction à des fins de conservation, pour des opérations de reproduction et de conservation nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle de plantes.

II- La dérogation temporaire prévue au premier alinéa du présent article peut être accordée à une personne physique ou morale sur présentation à la direction de l'environnement d'un dossier explicitant précisément le but, les modalités du programme de conservation ou de réintroduction à des fins de conservation. L'autorisation est personnelle, temporaire, spéciale et incessible.

III- En plus du dossier présentant le programme de conservation ou de réintroduction à des fins de conservation, la demande comporte les éléments suivants :

- le nom de la personne responsable du programme, sa qualité, le cas échéant la dénomination ou raison sociale de la personne morale concernée, son siège social, son numéro d'immatriculation ;
- les ressources visées en précisant le nom de(s) l'espèce(s), les éléments visés (partie de la plante ou de l'animal), les modalités d'accès (technique de collecte, prélèvement...) ;
- la quantité concernée ;
- la date et la durée de l'accès demandé ;
- l'impact du prélèvement sur l'espèce ;
- l'utilisation prévue, la destination des éléments prélevés.

L'arrêté d'autorisation précise tous ces éléments. Il peut en outre prescrire toute mesure jugée utile pour minimiser l'impact sur l'espèce concernée.

Art. A. 2212-1-2.- La réintroduction de spécimens d'espèces protégées prélevés en Polynésie puis élevés hors de Polynésie française est autorisée sous réserve du respect des conditions sanitaires prévues par la réglementation en vigueur relative à l'importation des animaux vivants en Polynésie française. Ces spécimens réintroduits doivent cependant faire l'objet d'un suivi scientifique d'au moins un an en milieu isolé avant toute réintroduction en milieu naturel.

Sous-section 2 - Soins animaliers et botaniques, analyses et autopsie

Art. A. 2212-1-3.-En application des dispositions de l'article LP. 2212-1, la demande d'autorisation de transport et de détention de spécimens morts d'espèces protégées aux fins uniquement d'analyses et d'autopsie est faite auprès de la direction de l'environnement. Elle est personnelle, temporaire, spéciale et incessible.

1° La demande d'autorisation de transport et détention de spécimens morts d'espèces protégées doit comporter :

- s'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, sa qualité ;
- s'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, ses statuts, l'adresse de son siège social, son numéro d'immatriculation, la qualité du mandataire social ;
- l'espèce concernée, le nombre de spécimens concernés ;
- le lieu de détention, ou en cas de transport les lieux de provenance et de destination et le mode de transport envisagé ;
- le motif de la demande, les modalités d'analyse, les modalités de destruction.

2° L'autorisation, accordée par arrêté du président de la Polynésie française, précise :

- le nom et la qualité du titulaire de l'autorisation ;
- la raison sociale, le siège social et le numéro d'immatriculation s'il s'agit d'une personne morale ;
- l'espèce concernée, le nombre de spécimens concernés ;
- la durée de l'autorisation qui ne peut excéder la durée nécessaire à l'accomplissement du motif de l'autorisation ;
- le lieu de détention ;
- en cas de transport les lieux de provenance et de destination ainsi que le mode de transport ;
- le motif de l'autorisation : destruction, analyse et/ou autopsie ;
- le mode de destruction, y compris pour les autorisations aux fins d'analyses ou d'autopsie.

L'arrêté d'autorisation peut prescrire des conditions particulières de détention et de transport. L'autorisation accordée est sans préjudice des formalités et autres autorisations administratives requises pour le mode de transport choisi.

L'arrêté d'autorisation précise le cas échéant la personne ou le laboratoire en charge des analyses.

Lorsque l'autorisation est délivrée aux fins d'analyses ou d'autopsie, un rapport des résultats est adressé au ministère en charge de l'environnement.

La destruction des spécimens concernés et l'élimination des carcasses respectent la réglementation en vigueur.

Sous-section 3 - Recherches scientifiques

Art. A. 2212-1-4.- I- En application de l'article LP. 2212-1 du présent code, et sous réserve des dispositions spécifiques prévues au titre IV du livre III du code de l'environnement, les activités d'approche, d'étude et de recherche, réalisées à des fins scientifiques, sur tout spécimen d'espèces protégées, sont soumises à l'obtention d'un arrêté d'autorisation délivré par le président de la Polynésie française, sur proposition du ministre chargé de l'environnement. L'autorisation est temporaire, personnelle, spéciale et incessible.

La délivrance d'une autorisation est subordonnée à la présentation d'une demande adressée à la direction de l'environnement qui en assure l'instruction.

II- Le dossier de demande indique :

- s'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, ses qualifications scientifiques ;
- s'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, son numéro d'immatriculation, ses statuts, l'adresse de son siège social, la qualité du mandataire social, ses références scientifiques ;
- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce et le nombre de spécimens étudiés, marqués ou devant faire l'objet de prélèvements ;
- les conditions dans lesquelles s'effectue l'étude, le marquage ou le prélèvement ;
- les lieux et la période d'étude, de marquage ou de prélèvements.

Par prélèvement, on entend la prise d'échantillons réalisée sur un spécimen mort ou en toute innocence sur un spécimen vivant.

Il comporte également l'engagement du demandeur :

- à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations de marquage, d'observation des spécimens, de prélèvements, la destination et l'utilisation de ces derniers ;
- à permettre aux agents habilités des services, le libre accès aux fins de contrôle de ce registre ;
- à respecter les dispositions du présent code relatives à la protection des espèces ;
- à fournir un exemplaire du rapport scientifique final et toute publication relative à la recherche autorisée au ministre chargé de l'environnement, au ministre chargé de la recherche scientifique et le cas échéant au ministre chargé de la pêche.

Le demandeur doit retirer un exemplaire du formulaire de demande et du registre à la direction de l'environnement.

III- L'arrêté d'autorisation comporte, outre les indications relatives à l'identité du bénéficiaire telles que mentionnées au II ci-dessus :

- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce concernée ;
- les motifs de prélèvements ;
- le nombre de spécimens capturés, marqués ou prélevés autorisé ;
- la date de délivrance et la durée de validité de l'autorisation ;
- le lieu d'études, de marquage ou de prélèvement d'échantillons ;

- les conditions d'études, de marquage ou de prélèvement d'échantillons ;
- les conditions complémentaires qui peuvent être imposées en application du dernier alinéa du présent article.

Toute modification du programme de recherche ainsi que tout empêchement du bon déroulement des opérations doivent être immédiatement déclarés à la direction de l'environnement.

Des prescriptions complémentaires tendant à garantir la protection des espèces protégées pourront à tout moment être imposées par arrêté du président de la Polynésie française.

Sous-section 4 - Aquariophilie en Polynésie française

Art. A.2212-1-5.- I- En application de l'article LP. 2212-1 du présent code, l'aquariophilie de spécimens d'espèces protégées marines et d'eau douce est soumise à l'obtention d'un arrêté d'autorisation, délivré par le président de la Polynésie française, sur proposition du ministre en charge de l'environnement. L'autorisation est personnelle, spéciale, temporaire et incessible.

L'autorisation de l'activité d'aquariophilie d'espèces protégées marines et d'eau douce est subordonnée au dépôt d'une demande auprès de la direction de l'environnement qui en assure l'instruction.

II- Le dossier de demande indique les informations suivantes :

- s'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, sa qualité ;
- s'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, son numéro d'immatriculation, ses statuts, l'adresse de son siège social, la qualité du mandataire social ;
- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce et le nombre de spécimens concernés ;
- le(s) lieu(x) où s'exerce l'activité d'aquariophilie ;
- les motifs de la demande accompagnés d'un projet pédagogique liée à l'activité d'aquariophilie ;
- une description détaillée des conditions de détention et des modalités de soins envisagées.

Il comporte également l'engagement du demandeur :

- à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les informations relatives au suivi des espèces détenues ;
- à permettre aux agents habilités des services, le libre accès aux fins de contrôle de ce registre ;
- à respecter les dispositions du présent code relatives à la protection des espèces ;
- à fournir un rapport annuel de l'activité au ministre chargé de l'environnement.

Le demandeur doit retirer un exemplaire du formulaire de demande et du registre à la direction de l'environnement.

III- L'arrêté d'autorisation d'activités d'aquariophilie comporte, outre les indications relatives à l'identité du bénéficiaire telles que mentionnées au II ci-dessus :

- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce concernée ;
- le nombre de spécimens autorisé ;
- la date de délivrance et la durée de validité de l'autorisation ;
- le lieu de détention ;
- les conditions de détention, de suivi et de soins ;
- le sort des spécimens détenus à l'issue de l'autorisation ;
- l'obligation de fournir un rapport annuel au ministère en charge de l'environnement ;
- les conditions complémentaires qui peuvent être imposées en application du dernier alinéa du présent article.

La durée de l'autorisation d'activités d'aquariophilie ne peut excéder cinq (5) années. L'autorisation peut être renouvelée selon la même procédure que la demande initiale.

Des prescriptions complémentaires tendant à garantir la protection des espèces protégées pourront à tout moment être imposées par arrêté du président de la Polynésie française.

Sous-section 5 - Aquarioculture en Polynésie française

Art. A. 2212-1-6.- I- En application de l'article LP. 2212-1 du présent code, l'aquarioculture de spécimens d'espèces protégées marines et d'eau douce est soumise à l'obtention d'un arrêté d'autorisation, délivré par le président de la Polynésie française, sur proposition du ministre en charge de l'environnement. L'autorisation est personnelle, spéciale, temporaire et incessible.

L'autorisation de l'activité d'aquarioculture d'espèces protégées marines et d'eau douce est subordonnée au dépôt d'une demande auprès de la direction de l'environnement qui en assure l'instruction.

II- Le dossier de demande mentionne les informations suivantes :

- s'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, sa qualité ;
- s'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, son numéro d'immatriculation, ses statuts, l'adresse de son siège social, la qualité du mandataire social ;
- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce et le nombre de spécimens concernés ;
- le(s) lieu(x) où s'exerce l'activité ;
- les motifs de la demande accompagnés d'un projet de réhabilitation écologique et de réintroduction des espèces dans leur milieu naturel ;
- une description détaillée des conditions de détention et des modalités de soins envisagées.

Il comporte également l'engagement du demandeur :

- à tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les informations relatives au suivi des espèces détenues ;
- à permettre aux agents habilités des services, le libre accès aux fins de contrôle de ce registre ;
- à respecter les dispositions du présent code relatives à la protection des espèces ;

- à fournir un rapport annuel de l'activité au ministre chargé de l'environnement.

Le demandeur doit retirer un exemplaire du formulaire de demande et du registre à la direction de l'environnement.

III- L'arrêté d'autorisation d'activités d'aquarioculture comporte, outre les indications relatives à l'identité du bénéficiaire telles que mentionnées au II ci-dessus :

- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce concernée ;
- la date de délivrance et la durée de validité de l'autorisation ;
- le lieu de détention ;
- les conditions de détention, de suivi et de soins ;
- les conditions complémentaires qui peuvent être imposées en application du dernier alinéa du présent article.

Des prescriptions complémentaires tendant à garantir la protection des espèces protégées pourront à tout moment être imposées par arrêté du président de la Polynésie française.

Sous-section 6 - Education

La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 3 - Dispositions particulières à certaines espèces protégées relevant de la catégorie B

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Sous-section 1 - Gestion durable

A - Mammifères marins

Art. A. 2213-1-1.- Il est créé dans les eaux intérieures, la mer territoriale, ainsi que dans la zone économique exclusive de la Polynésie française, un sanctuaire pour la protection et la sauvegarde des baleines et des autres mammifères marins.

Au titre de la protection des espèces de baleines et autres mammifères marins classés sur la liste des espèces protégées de catégorie B par l'article A. 2210-1-1.-II du présent code, sont interdits : la mutilation, la recherche et l'approche professionnelle ou habituelle sans autorisation, le harcèlement, la capture ou l'enlèvement, la consommation et la chasse, ainsi que la détention, le transport, l'importation sous tous régimes douaniers et l'exportation.

Toutefois, les interdictions de détention, de transport, d'importation et d'exportation ne concernent pas les animaux nés en captivité ayant fait l'objet d'une autorisation de détention.

Par harcèlement on entend toute manœuvre ou activité d'observation qui aurait pour conséquence de modifier le comportement des animaux, de les contraindre à changer de direction ou de vitesse, de durée d'immersion, de les faire fuir, ou de les bloquer contre le récif ou le rivage.

B - Santal

Art. A. 2213-1-2.- La protection des espèces de santal classées par l'article A. 2210-1-1.- II sur la liste des espèces protégées relevant de la catégorie B, garantit le respect des prescriptions suivantes :

- la destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de spécimens vivants sont interdits ;
- le transport, le colportage, l'utilisation, la détention, la mise en vente, la vente et l'achat, l'importation sous tous régimes douaniers et l'exportation de bois vert des deux variétés de santal concernées sont interdits ; le prélèvement de bois sec est soumis à l'obtention d'une autorisation administrative délivrée par le service du développement rural ;
- la récolte des semences, la production de plants, de marcottes et de boutures, le transport de ces matériels et leur vente ou achat sont autorisés ;
- la destruction, l'altération, la modification ou la dégradation des habitats sensibles desdites variétés sont interdites.

C - Poissons

Le présent paragraphe ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

D - Crabe de cocotier (Kaveu)

Art. A. 2213-1-3.- Pour les individus dont la longueur du thorax est inférieure à 6 centimètres, mesurée de la base de la tête au début de l'abdomen, les femelles ovigères (portant des œufs) et pour tous les individus en mue, sont interdits la destruction, la mutilation, la perturbation intentionnelle, la capture intentionnelle ou l'enlèvement, ou, qu'ils soient vivants ou morts, le transport, le colportage, l'utilisation, la détention, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'importation ou l'exportation sous tout régime douanier. La taxidermie de tout individu quel que soit son stade de développement, vivant ou mort, y compris les œufs est interdite.

Le président de la Polynésie française peut autoriser, dans les conditions prévues à l'article A. 2212-1-4 du présent code, la détention de spécimens à des fins de recherches scientifiques.

Sous-section 2 - Recherche et approche aux fins d'observation ou pour la prise de vue ou de son

La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

A - Recherche et approche des mammifères marins

Art. A. 2213-1-4.- La recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins sont interdites à toute personne, quelque soit le mode de transport utilisé dans les lagons, les baies, les passes et dans un rayon de 1 kilomètre centré sur l'axe de la passe.

En dehors des lieux fixés par l'alinéa précédent, la recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins sont soumises à autorisation pour toute personne physique ou morale qui se propose d'exercer habituellement ou professionnellement l'activité de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins.

Le nombre de passagers pouvant être admis à bord des navires effectuant de manière occasionnelle, habituelle ou professionnelle l'activité de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins, est limité en fonction de la configuration du navire et du type de voyage, sans pouvoir excéder douze passagers.

Art. A. 2213-1-5.- La délivrance d'un arrêté d'autorisation aux fins de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins est subordonnée à la présentation par les personnes exerçant habituellement ou professionnellement cette activité, notamment les professionnels du tourisme, d'une demande adressée à la direction de l'environnement qui en assure l'instruction.

La demande est faite pour chacun des navires que le demandeur souhaite utiliser. En cas d'autorisation, les navires doivent être utilisés alternativement pour l'activité de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins.

L'autorisation de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins est temporaire, personnelle et incessible. Elle est délivrée par arrêté du président de la Polynésie française pour chacun des navires que le demandeur souhaite utiliser.

Art. A. 2213-1-6.- I- La demande d'autorisation de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins mentionne :

- s'il s'agit d'une personne physique : son identité, sa domiciliation, ses coordonnées (téléphone, adresses géographiques et postales, adresse électronique), ses qualifications, et s'il s'agit d'une entreprise individuelle, une situation au répertoire des entreprises ;
- s'il s'agit d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, les statuts et la forme juridique de l'entreprise, son numéro d'immatriculation, l'adresse de son siège social, la qualité du mandataire légal et éventuellement les qualifications du mandataire légal ;
- les noms scientifique et vernaculaire de l'espèce observée ;
- les conditions dans lesquelles s'effectue la recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des spécimens, notamment avec ou sans mise à l'eau, et en cas de plongée, le type de plongée (avec scaphandre, avec scaphandre en circuit fermé ou avec palmes, masque et tuba) ;
- le lieu et la période de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son ;
- le type d'embarcation utilisée (navires reconnus en NUC - navires à utilisation commerciale, transport de passagers et navires de pêche, sous réserve de dérogation pour

ces derniers), en précisant le nom, la classification et le numéro d'immatriculation du navire.

II- La demande d'autorisation de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins doit en outre être accompagnée, pour chaque navire, des documents suivants :

- copie de l'acte de francisation du navire ;
- titre de navigation du navire, en précisant, en cas de transport de passagers, la validité du permis de navigation ;
- attestation de responsabilité civile professionnelle ;
- copie du titre de conduite de tous les capitaines susceptibles d'utiliser le navire durant les opérations de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son ;
- en cas d'encadrement du public mis à l'eau, le récépissé de déclaration d'exploitation d'établissement de plongée et/ou de randonnée aquatique (snorkeling) et la carte professionnelle d'éducateur plongée ou de guide de randonnée aquatique.

III- La demande d'autorisation de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins doit également comporter dans une lettre de motivation, l'engagement du demandeur à :

- respecter toutes les dispositions relatives à la recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins prescrites par le code de l'environnement et la réglementation prise pour son application ;
- suivre toute formation ou se rendre à toute réunion organisée par la direction de l'environnement dans le cadre de l'application des dispositions du code de l'environnement relatives à la recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son de baleines et autres mammifères marins, et de la réglementation prise pour son application ;
- tenir un registre dans lequel sont consignées, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation des spécimens à renvoyer à la direction de l'environnement, ou de remplir le fichier informatique de l'observatoire des espèces emblématiques de Polynésie française, au fur et à mesure de toutes les opérations de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son de baleines et autres mammifères marins ;
- signaler immédiatement à la direction de l'environnement tout empêchement du bon déroulement des opérations de recherche et d'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son de baleines et autres mammifères marins ;
- permettre aux agents habilités des services, et notamment de la direction de l'environnement, le libre accès aux fins de contrôle tel que prévu par les dispositions de l'article LP. 1621-1 du présent code.

Le demandeur doit retirer, durant une période de dépôt des dossiers fixée par la direction de l'environnement, un exemplaire du formulaire de demande et du registre à la direction de l'environnement ou effectuer sa demande par l'intermédiaire du télé service « Paraoa » mis à sa disposition par la direction de l'environnement durant la même période.

Art. A. 2213-1-7.- I- La poursuite des animaux est strictement interdite. Il est strictement interdit de couper la route des animaux. Toute embarcation utilisée pour la recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins doit suivre une route parallèle, dans la même direction de déplacement des animaux.

La distance de sécurité minimale requise, entre l'embarcation et le mammifère marin, est de 100 mètres pour les baleines et de 30 mètres pour les dauphins et les autres mammifères marins, à moins que les mammifères marins ne réduisent volontairement la distance. Dans ce cas, le moteur des embarcations motorisées doit être mis au point mort, et non arrêté, puis les embarcations doivent reprendre une position permettant de maintenir la distance de sécurité prévue au présent article.

II- Les règles suivantes sont à observer :

- la vitesse d'approche ne doit pas être supérieure à 3 nœuds à l'intérieur d'un rayon de 300 mètres. Le navire doit alors hisser les signes flottants « Romeo-Yankee » afin de signaler à tous les autres navires le message suivant : « faites route à petite vitesse quand vous passez près de moi » ;
- les embarcations doivent maintenir la distance de sécurité minimale prévue au I du présent article afin de limiter la pression exercée sur les animaux ;
- tout changement brusque de direction et de régime de moteur est interdit ;
- les mises à l'eau s'effectuent dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux activités de randonnée aquatique ;
- l'utilisation de sonars, à des fréquences autres que celles utilisées normalement pour la navigation, est strictement interdite.

Si la recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins sont faites par plusieurs embarcations au même moment, celles-ci ne peuvent encercler les baleines et autres mammifères marins. Elles doivent se tenir toutes du même côté.

III- Lorsque la recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins se font depuis un aéronef, la hauteur obligatoire entre ces appareils et les animaux doit être supérieure à 300 mètres.

IV- La recherche et l'approche aux fins d'observation, ou pour la prise de vue ou de son des baleines et autres mammifères marins par les nageurs et plongeurs doivent se faire latéralement en respectant une distance de sécurité minimale et permanente de 30 mètres.

Art. A. 2213-1-8.- Des dérogations relatives aux lieux, distances de sécurité et vitesses mentionnées aux articles A. 2213-1-4 et A. 2213-1-7 du présent code, peuvent être accordées par arrêté du président de la Polynésie française après une demande faite à la direction de l'environnement dans les conditions prévues par l'article A. 2213-1-6.

Section 4 - Dispositions transitoires

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 2

Les espèces non menacées

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 3

Les espèces menaçant la biodiversité

Le présent chapitre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Liste des espèces disposant d'une dérogation générale et permanente

Section 1 - Inscription et contrôle

Art. A. 2231-1-1.- Les espèces figurant dans le tableau annexé font l'objet d'une inscription sur la liste des espèces menaçant la biodiversité. Elles sont réparties en I- Espèces végétales et II- Espèces animales.

Liste des espèces menaçant la biodiversité

I- Espèces végétales

Nom scientifique	Famille botanique	Nom commun
<i>Acacia farnesiana</i>	Légumineuses	Acacia
<i>Anodendron paniculatum</i>	Apocynacées	Liane parachute
<i>Antidesma buniis</i>	Euphorbiacées	Arbre qui pue
<i>Ardisia elliptica</i>	Myrtacées	Ati Popa'a, ardisia
<i>Castilla elastica</i> (syn. <i>Castilloa elastica</i>)	Moracées	Panama, Mexican rubber tree
<i>Cecropia peltata</i>	Cécropiacées	Parasolier, faux-ricin, pisse-roux
<i>Cestrum nocturnum</i>	Solanacées	Jasmin de nuit
<i>Chrysobalanus icaco</i>	Chrysobalanacées	Coco plum, pomme-icaque, prune coton
<i>Cinchona pubescens</i> (syn. <i>C. succirubra</i>)	Rubiacées	Quinine, Quinquina, Quinine tree
<i>Diplazium proliferum</i>	Athyriacées	
<i>Egeria densa</i> (syn. <i>Elodia densa</i>)	Hydrocharitacées	Elodée du Brésil, Egeria, Waterweed
<i>Eugenia uniflora</i>	Myrtacées	Cerise de Cayenne, Surinam cherry
<i>Falcataria moluccana</i> (syn. <i>Paraserianthes moluccana</i> , <i>Albizia falcataria</i>)	Légumineuses	Falcata, Molucca albizia
<i>Flemingia strobilifera</i> (syn. <i>Moghania strobilifera</i>)	Légumineuses	Queue de chrevette, Sainfoin du Bengale
<i>Furcraea foetida</i>	Agavacées	Aloez vert, Choca vert, Sisal, Mauritius hemp
<i>Kalanchoe pinnata</i>	Crassulacées	Air plant
<i>Lantana camara</i>	Verbenacées	Taratara Hamoa, lantana

<i>Leucaena leucocephala</i>	Légumineuses	Faux-acacia
<i>Melinis minutiflora</i>	Graminées	Mélinis
<i>Merremia peltata</i>	Convolvulacées	Pohue
<i>Miconia calvescens</i>	Mélastomatacées	Miconia
<i>Mikania micrantha</i> (syn. <i>M scandens</i>)	Composées	Mile-a-minute weed
<i>Mimosa diplotricha</i> (syn. <i>Mimosa invisa</i>)	Légumineuses	Sensitive géante, giant sensitive plant
<i>Passiflora maliformis</i>	Passifloracées	Barbadine
<i>Passiflora rubra</i>	Passifloracées	Red passion fruit
<i>Passiflora suberosa</i>	Passifloracées	Wild passion fruit
<i>Pluchea carolinensis</i> (syn. <i>P symphytifolia</i>)	Astéracées	
<i>Psidium cattleianum</i>	Myrtacées	Tuava Tinito, goyavier de Chine
<i>Rhodomirtus tomentosa</i>	Myrtacées	Myrte-grosseille, rose myrtle, Feijoa
<i>Rubus rosifolius</i>	Rosacées	Framboisier
<i>Schefflera actinophylla</i> (syn. <i>Brassaia actinophylla</i>)	Araliacées	Arbre-pieuvre, arbre-ombrelle, Octopus tree
<i>Schinus terebinthifolius</i>	Anacardiacees	Faux-poivrier, poivrier du Brésil, Christmas berry
<i>Sphagneticola trilobata</i>	Astéracées	Wedelia
<i>Spathodea campanulata</i>	Bignoniacees	Tulipier du Gabon, pisse-pisse
<i>Syzygium cumini</i>	Myrtacées	Faux-pistachier, jamelonguier
<i>Syzygium jambos</i>	Myrtacées	Ahi'a Popa'a
<i>Tecoma stans</i>	Bignoniacees	Piti
<i>Triplaris weigeltiana</i> (syn. <i>T. surinamensis</i>)	Polygonacées	
<i>Waterhousea floribunda</i> (syn. <i>Syzygium floribundum</i>)	Myrtacées	Weeping myrtle
<i>Acacia farnesiana</i>	Légumineuses	Acacia
<i>Antidesma buniis</i>	Euphorbiacées	Arbre qui pue
<i>Ardisia elliptica</i>	Myrtacées	Ati Popa'a, ardisia
<i>Castilla elastica</i> (syn. <i>Castilloa elastica</i>)	Moracées	Panama, Mexican rubber tree
<i>Cecropia peltata</i>	Cécropiacées	Parasolier, faux-ricin, pisse-roux
<i>Chrysobalanus icaco</i>	Chrysobalanacées	Coco plum, pomme-icaque, prune coton
<i>Cinchona pubescens</i> (syn. <i>C. succirubra</i>)	Rubiacees	Quinine, Quinquina, Quinine tree
<i>Egeria densa</i> (syn. <i>Elodia densa</i>)	Hydrocharitacées	Elodée du Brésil, Egeria, Waterweed
<i>Eugenia uniflora</i>	Myrtacées	Cerise de Cayenne, Surinam cherry
<i>Falcataria moluccana</i> (syn. <i>Paraserianthes moluccana</i> , <i>Albizia falcataria</i>)	Légumineuses	Falcata, Molucca albizia
<i>Flemingia strobilifera</i> (syn. <i>Moghania strobilifera</i>)	Légumineuses	Queue de crevette, Sainfoin du Bengale

<i>Fucraea foetida</i>	Agavacées	Aloez vert, Choca vert, Sisal, Mauritius hemp
<i>Kalanchoe pinnata</i>	Crassulacées	Air plant
<i>Lantana camara</i>	Verbenacées	Taratara Hamoa, lantana
<i>Leucaena leucocephala</i>	Légumineuses	Faux-acacia
<i>Melinis minutiflora</i>	Graminées	Mélinis
<i>Merremia peltata</i>	Convolvulacées	Pohue
<i>Miconia calvescens</i>	Mélastomatacées	Miconia
<i>Mikania micrantha</i> (syn. <i>M. scandens</i>)	Composées	Mile-a-minute weed
<i>Mimosa diplotricha</i> (syn. <i>Mimosa invisa</i>)	Légumineuses	Sensitive géante, giant sensitive plant
<i>Passiflora maliformis</i>	Passifloracées	Barbadine
<i>Passiflora rubra</i>	Passifloracées	Red passion fruit
<i>Passiflora suberosa</i>	Passifloracées	Wild passion fruit
<i>Pluchea carolinensis</i> (syn. <i>P. symphytifolia</i>)	Astéracées	
<i>Psidium cattleianum</i>	Myrtacées	Tuava Tinito, goyavier de Chine
<i>Rhodomyrtus tomentosa</i>	Myrtacées	Myrte-grosseille, rose myrtle, Feijoa
<i>Rubus rosifolius</i>	Rosacées	Framboisier
<i>Schefflera actinophylla</i> (syn. <i>Brassaia actinophylla</i>)	Araliacées	Arbre-pieuvre, arbre-ombrelle, Octopus tree
<i>Schinus terebinthifolius</i>	Anacardiacees	Faux-poivrier, poivrier du Brésil, Christmas berry
<i>Spathodea campanulata</i>	Bignoniacees	Tulipier du Gabon, pisse-pisse
<i>Syzygium cumini</i>	Myrtacées	Faux-pistachier, jamelonguier
<i>Syzygium jambos</i>	Myrtacées	Ahi'a Popa'a
<i>Tecoma stans</i>	Bignoniacees	Piti
<i>Triplaris weigeltiana</i> (syn. <i>T. surinamensis</i>)	Polygonacées	
<i>Waterhousea floribunda</i> (syn. <i>Syzygium floribundum</i>)	Myrtacées	Weeping myrtle

II- Espèces animales

Nom scientifique	Famille	Nom commun
<i>Pycnonotus cafer</i>	Pycnonotidae	Bulbul à ventre rouge
<i>Acridoteres tristis</i>	Sturnidae	Merle des Moluques
<i>Circus approximans</i>	Accipitridae	Busard de Gould
<i>Bubo virginianus</i>		Grand duc de Virginie
<i>Euglandina rosea</i>	Spiraxidae	Escargot carnivore
<i>Wasmannia auropunctata</i>	Formicidae	Petite fourmi de feu, fourmi électrique
<i>Rattus exulans</i>	Muridae	Rat polynésien, iore, kiore
<i>Rattus rattus</i>	Muridae	Rat noir
<i>Rattus norvegicus</i>	Muridae	Rat surmulot
<i>Mus musculus</i>	Muridae	Souris commune, kiore iti
<i>Trachemys scripta</i>	Emydidae	Tortue de Floride
<i>Rhinella marina</i>	Bufonidae	Crapaud buffle
<i>Platydemus manokwari</i>		Platelminte de Nouvelle-Guinée

Section 2 - Conséquences relatives à l'inscription sur la liste des espèces menaçant la biodiversité

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Sous-section 1 - Régime particulier applicable à la petite fourmi de feu

Art. A. 2232-1-1.- Régime particulier applicable à la petite fourmi de feu :

- le transfert intentionnel et en connaissance de cause de tous matériaux divers infestés tels que les déchets verts, la terre et autres débris, les plantes, depuis les zones infestées, vers les zones indemnes, est strictement interdit ;
- les engins lourds travaillant dans les zones infestées sont désinsectisés par l'application d'un produit de traitement adapté à la lutte contre les fourmis de feu, en fin de travaux et avant tout mouvement vers d'autres zones. Une facture attestant du service fait ou de l'achat du produit de traitement est produite à la demande de l'administration chargée du contrôle, par les responsables, utilisateurs et/ou propriétaires de ces engins ;
- pour faciliter la lutte et le repérage des colonies, les propriétaires ou locataires des terrains infestés par la petite fourmi de feu, dès qu'ils en ont connaissance, en font la déclaration à la direction de l'environnement, en précisant, par tout moyen, la position de leur terre (numéro de parcelle, voie, etc.). Les propriétaires des terrains infestés prennent toutes mesures économiquement et écologiquement appropriées pour traiter leurs terrains ;
- les propriétaires ou locataires des terrains infestés ou non, sont tenus de laisser le passage sur leur terre aux agents publics et à leurs équipes chargées de la lutte contre la petite fourmi de feu.

Sous-section 2 - Régime particulier applicable aux rongeurs

Art. A. 2232-1-2.- Régime particulier applicable aux rongeurs :

- toutes mesures préventives, et notamment la dératisation et la pose de pièges, sont prises par les transporteurs et les personnes responsables des sites de débarquement des matériaux et marchandises à destination des îles, pour prévenir l'introduction de tout rongeur menaçant la biodiversité dans les îles, atolls, îlots et motu réputés indemnes de rongeurs ;
- les sites d'embarquement, les aires de stockage et de dépôt des matériaux et marchandises à destination des îles font l'objet, par tous moyens appropriés et efficaces, de mesures régulières et continues d'élimination des rongeurs. Ces mesures sont mises en œuvre par les responsables ou gérants desdits sites, aires de stockage et de dépôt ;
- le transport inter et intra-insulaire de matériaux et marchandises en stock pouvant abriter des rongeurs fait l'objet de dératisation. Les chargements sont dératisés au préalable ainsi que les moyens de transports terrestres, maritimes ou aériens ;
- les sites de débarquement, les aires de stockage et dépôts de matériaux et marchandises dans les îles réputées indemnes d'au moins une espèce de rongeurs menaçant la biodiversité sont équipés de dispositifs appropriés et efficaces permettant l'élimination desdits rongeurs.

Titre III***Dispositions pénales***

Le présent titre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

LIVRE III***GESTION DES RESSOURCES NATURELLES***

Le présent livre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Titre Ier***La gestion des ressources en eau***

Le présent titre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 1er***Réservé*****Chapitre 2*****Réservé*****Chapitre 3*****Dispositions pénales******Section 1 - La protection des eaux de baignade, des aires de reproduction des animaux et des zones de pêche***

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Dispositions applicables en cas de pollution par les rejets des navires***Sous-section 1 - Responsabilité civile et obligation d'assurance des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures***

La présente sous-section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Sous-section 2 - Dispositions répressives relatives aux rejets polluants des navires***A - Incriminations et peines***

Le présent paragraphe ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

B - Procédures

Le présent paragraphe ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Titre II***La préservation de la qualité de l'air***

Le présent titre ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Titre III**Réservé****Titre IV*****Accès aux ressources biologiques et partage des avantages issus de leur valorisation*****Chapitre 1er*****Accès aux ressources biologiques******Section 1 - Champ d'application***

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Autorisation administrative d'accès

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 2***Utilisation des ressources biologiques et partage des avantages résultant de leur valorisation******Section 1 - Exportation des ressources biologiques***

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Valorisation des ressources biologiques et partage des avantages

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Chapitre 3***Contrôle et sanctions******Section 1 - Registre des accès***

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

Section 2 - Sanctions du biopiratage

La présente section ne comprend pas de dispositions relevant des arrêtés pris en conseil des ministres.

LIVRE IV***PREVENTION DES POLLUTIONS, DES RISQUES ET DES NUISANCES***

Art. A. 4000-1.- Outre les définitions prévues par ailleurs dans le présent code, aux fins du présent code, on entend par :

- Alvéole : subdivision horizontale ou verticale du casier ;
- Biogaz : gaz produit par la fermentation des déchets mis en C.E.T. ;
- Casier : subdivision de la zone à exploiter, délimitée par une digue périmétrique stable et étanche, hydrauliquement indépendante ;

- Coefficient de perméabilité K : caractérise la vitesse (en mètre par seconde) de pénétration de l'eau vers les horizons aquifères. Sa valeur s'exprime par 1.10^{-x} m/s. Plus l'exposant « x » est élevé, plus la vitesse de transmission est faible ;
- Déchet biodégradable : tout déchet pouvant faire l'objet d'une décomposition aérobie ou anaérobie, tels que les déchets alimentaires, les déchets de jardin, le papier et le carton ;
- Déchets d'amiante lié : déchets de matériaux contenant de l'amiante lié à un support inerte ou non, le matériau conservant son intégrité ;
- Extension : augmentation de la capacité de stockage autorisée par augmentation de la hauteur de stockage des déchets à exploiter ou par augmentation de la superficie de la zone à exploiter ;
- Géomembrane : produit adapté au génie civil, mince, souple, étanche au liquide même sous les sollicitations en service tels que défini par la norme NF P 84-500 ;
- Grand Récipient en Vrac (GRV) : emballage transportable souple ou rigide utilisé pour les expéditions en vrac des produits non liquide ;
- Grand récipient en Vrac Souple (GRVS) : conteneur pour semi-vmac dont le corps est constitué de matériaux souples tels que toile tissée, film plastique ou papier, conçu pour être en contact du contenu soit directement, soit par l'intermédiaire d'une doublure interne, et pliable quand il est vide (anglicisme de Big Bag) ;
- Installation de stockage mono-déchets : une installation recevant exclusivement des déchets de même nature, issus d'une même activité et présentant un même comportement environnemental ;
- Lixiviat : liquide filtrant des déchets enfouis et s'écoulant d'un casier ou contenu dans celui-ci ;
- Période d'exploitation : période couvrant les actions d'admission et de stockage des déchets ;
- Période de suivi : période pendant laquelle aucun apport de déchets ne peut être réalisé et pendant laquelle il est constaté une production significative de biogaz ou de lixiviat ;
- Zone d'exploitation : zone qui reçoit les déchets admis. La zone à exploiter est divisée en casiers, eux-mêmes éventuellement subdivisés en alvéoles.

Titre I

Les installations classées

Chapitre 1er

Nomenclatures des installations classées

Art. A. 4110-2-1.- La nomenclature et la division en deux classes des installations classées, prévues à l'article LP. 4110-2 du présent code, sont fixées conformément au tableau annexé ci-dessous.

Nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Numéro	Intitulé	Classe
1000	<p>Substances et préparations ou mélanges dangereux (définition et classification des).</p> <p>Explosif : substances ou préparations ou mélanges explosibles et tout produit ouvré comportant des substances ou préparations ou mélanges explosibles destiné à être utilisé pour les effets de son explosion ou à des fins pyrotechniques.</p> <p>Explosibles : substances et préparations solides, liquides, pâteuses ou gélatineuses qui, même sans intervention d'oxygène atmosphérique, peuvent présenter une réaction exothermique avec développement rapide de gaz et qui, dans des conditions d'essais déterminées, détonent, déflagrent rapidement ou, sous l'effet de la chaleur, explosent en cas de confinement partiel.</p> <p>Comburantes : substances ayant pour propriété de permettre la combustion d'un combustible.</p> <p>Combustion : réaction chimique exothermique d'oxydoréduction.</p> <p>Combustible : corps réducteur nécessaire à la combustion.</p> <p>Extrêmement inflammables : substances et préparations liquides dont le point d'éclair est extrêmement bas et le point d'ébullition bas, ainsi que substances et préparations gazeuses qui, à température et pression ambiantes, sont inflammables à l'air.</p> <p>Facilement inflammables : substances et préparations :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Qui peuvent s'échauffer au point de s'enflammer à l'air à température ambiante sans apport d'énergie b) A l'état solide, qui peuvent s'enflammer facilement par une brève action d'une source d'inflammation et continuer à brûler ou à se consumer après l'éloignement de cette source c) A l'état liquide, dont le point d'éclair est très bas d) Ou qui, au contact de l'eau ou de l'air humide, produisent des gaz extrêmement inflammables en quantités dangereuses. <p>Inflammables : substances et préparations liquides, dont le point d'éclair est bas.</p> <p>Très toxiques : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée en très petites quantités, entraînent la mort ou nuisent à la santé de manière aiguë ou chronique.</p>	

Toxiques : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée en petites quantités, entraînent la mort ou nuisent à la santé de manière aiguë ou chronique.

Nocives : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner la mort ou nuire à la santé de manière aiguë ou chronique.

Corrosives : substances et préparations qui, en contact avec des tissus vivants, peuvent exercer une action destructrice sur ces derniers.

Irritantes : substances et préparations non corrosives qui, par contact immédiat, prolongé ou répété avec la peau ou les muqueuses, peuvent provoquer une réaction inflammatoire.

Sensibilisantes : substances et préparations qui, par inhalation ou pénétration cutanée, peuvent donner lieu à une réaction d'hypersensibilisation telle qu'une exposition ultérieure à la substance ou à la préparation produit des effets néfastes caractéristiques.

Cancérogènes : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent provoquer un cancer ou en augmenter la fréquence :

- a) Cancérogènes de catégorie 1 : substances et préparations que l'on sait être cancérogènes pour l'homme ;
- b) Cancérogènes de catégorie 2 : substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut provoquer un cancer ou en augmenter la fréquence ;
- c) Cancérogènes de catégorie 3 : substances et préparations préoccupantes pour l'homme en raison d'effets cancérogènes possibles, mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2 ;

Mutagènes : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence :

- a) Mutagènes de catégorie 1 : substances et préparations que l'on sait être mutagènes pour l'homme ;
- b) Mutagènes de catégorie 2 : substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence ;
- c) Mutagènes de catégorie 3 : substances et préparations préoccupantes pour l'homme en raison d'effets mutagènes possibles, mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2.

Toxiques pour la reproduction : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire ou augmenter la fréquence d'effets nocifs non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives :

- a) Toxiques pour la reproduction de catégorie 1 : substances et préparations que l'on sait être toxiques pour la reproduction de l'homme ;

b) Toxiques pour la reproduction de catégorie 2 : substances et préparations pour lesquelles il existe une forte présomption que l'exposition de l'homme à de telles substances et préparations peut produire ou augmenter la fréquence d'effets nocifs non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives ;

c) Toxiques pour la reproduction de catégorie 3 : substances et préparations préoccupantes en raison d'effets toxiques possibles pour la reproduction, mais pour lesquelles les informations disponibles sont insuffisantes pour classer ces substances et préparations dans la catégorie 2 ;

Dangereuses pour l'environnement : substances et préparations qui, si elles entraînent dans l'environnement, présenteraient ou pourraient présenter un risque immédiat ou différé pour une ou plusieurs de ses composantes. On distingue :

A. — Les **substances très toxiques** pour les organismes aquatiques, y compris celles pouvant entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

B. — Les **substances toxiques** pour les organismes aquatiques et pouvant entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

Le terme « gaz » désigne toute substance dont la pression de vapeur absolue est égale ou supérieure à 101,3 kPa à une température de 20° C.

Le terme « liquide » désigne toute substance qui n'est pas définie comme étant un gaz et qui ne se trouve pas à l'état solide à une température de 20° C et à une pression normale de 101,3 kPa.

Classification :

La classification des substances, ou préparations ou mélanges dangereux sont inscrites sur les fiches de données sécurité des produits, elles sont rédigées par les fabricants conformément aux règles en vigueur. Les fiches de données sécurités sont à fournir par les exploitants en langue française, elles permettront de justifier du classement des produits.

1110	Très toxiques (Fabrication)	1 ^{ère} classe
1111	<p>Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations -) telles que définies à la rubrique 1000. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>1 - Substances et préparations solides :</p> <p>a) supérieure à 1 000 kg</p> <p>b) supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg</p> <p>2 - Substances et préparations liquides :</p> <p>a) supérieure à 250 kg</p> <p>b) supérieure à 50 kg, mais inférieure ou égale à 250 kg</p> <p>3 - Gaz ou gaz liquéfiés :</p> <p>a) supérieure à 50 kg</p> <p>b) supérieure à 10 kg, mais inférieure ou égale à 50 kg</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>

	<p><i>Exclus de cette rubrique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature - l'uranium et ses composés. 	
1115	Dichlorure de carbonyle ou phosgène (Fabrication)	1 ^{ère} classe
1116	<p>Dichlorure de carbonyle ou phosgène (emploi ou stockage de -). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant,</p> <p>1 - Quel que soit le poids unitaire du récipient : supérieure à 300 kg</p> <p>2 - en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 30 kg : inférieure ou égale à 300 kg</p> <p>3 - en récipients de capacité unitaire inférieure à 30 kg : supérieure à 60 kg, mais inférieure ou égale à 300 kg</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1130	<p>Toxiques (fabrication industrielle de substances et préparations -) telles que définies à la rubrique 1 000</p> <p><i>Exclus de cette rubrique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature - le méthanol, notamment visé par la rubrique 1431. 	1 ^{ère} classe
1131	<p>Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations -) telles que définies à la rubrique 1 000. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant,</p> <p>1 - Substances et préparations solides : a) supérieure à 50 tonnes b) supérieure à 5 tonnes, mais inférieure ou égale à 50 tonnes</p> <p>2 - Substances et préparations liquides : a) supérieure à 10 tonnes b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 10 tonnes</p> <p>3 - Gaz ou gaz liquéfiés : a) supérieure à 2 000 kg b) supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 2 000 kg</p> <p><i>Exclus de cette rubrique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature - méthanol, notamment visé par la rubrique 1432. 	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1135	Ammoniac (fabrication industrielle de l')	1 ^{ère} classe

1136	<p>Ammoniac (emploi ou stockage de l'-).</p> <p>A - Stockage</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant,</p> <p>1 - en récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : supérieure à 150 kg</p> <p>2 - en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg : a) supérieure à 5 000 kg b) supérieure à 150 kg, mais inférieure ou égale à 5 000 kg</p> <p>B - Emploi.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 1 500 kg b) supérieure à 150 kg, mais inférieure ou égale à 1 500 kg</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe 2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe 2^{ème} classe</p>
1137	Chlore (fabrication industrielle du)	1 ^{ère} classe
1138	<p>Chlore (emploi ou stockage du -). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant,</p> <p>1 - Quelque soit la capacité unitaire du récipient supérieure 1 000 kg</p> <p>2 - en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 60 kg : supérieure à 60 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg</p> <p>3 - en récipients de capacité unitaire inférieure à 60 kg : a) supérieure à 500 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg b) supérieure à 100 kg, mais inférieure ou égale à 500 kg</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe 2^{ème} classe</p>
1140	<p>Formaldéhyde de concentration supérieure ou égale à 90% (fabrication industrielle, emploi ou stockage de)</p> <p>1 - Fabrication industrielle</p> <p>2 - Emploi ou stockage La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t b) supérieure ou égale à 100 kg, mais inférieure à 5 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe 2^{ème} classe</p>
1141	<p>Chlorure d'hydrogène anhydre liquéfié (Emploi ou stockage du) la quantité totale susceptible d'être présente est :</p> <p>1 - en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 37 kg : quelle que soit la quantité.</p> <p>2 - en récipients de capacité unitaire inférieure à 37 kg : a) supérieure à 1 t b) supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 1 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe 2^{ème} classe</p>

1150	<p>Substances et mélanges particuliers (fabrication industrielle de ou à base de) :</p> <p>1 - Substances et mélanges à des concentrations en poids supérieures à 5 % à base de : 4-aminobiphényle et/ ou ses sels, benzidine et/ ou ses sels, chlorure de N, N-diméthylcarbamoyle, diméthylnitrosamine, 2-naphthylamine et/ ou ses sels, oxyde de bis (chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,3-propanesultone, 4-nitrodiphényle, triamide hexaméthylphosphorique, benzotrichlorure, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, hydrazine.</p> <p>Si substances et mélanges en contenant susceptible d'être présente dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>2 - Les formes pulvérulentes de 4,4-méthylène-bis (2-chloroaniline) ou de ses sels : Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>3 - Acide arsénieux et ses sels, trioxyde d'arsenic : Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>4 - Isocyanate de méthyle Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>5 - Composés du nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel), dichlorure de soufre Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>6 - Hydrogène arsénié, hydrogène phosphoré Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>7 - Acide arsénique et ses sels, pentoxyde d'arsenic Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>8 - Ethylèneimine Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>9 - Dérivés alkylés du plomb Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>10 - Diisocyanate de toluylène Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe
	<p>11 - Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines (y compris TCDD) calculées en équivalent TCDD, tétraméthylène disulfotétramine. Si l'un de ces produits est susceptible d'être présent dans l'installation</p>	1 ^{ère} classe

1151	<p>Substances et mélanges particuliers (emploi ou stockage de ou à base de)</p> <p>1 - Substances et mélanges à des concentrations en poids supérieures à 5 % à base de : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzidine et/ou ses sels, chlorure de N, N-diméthylcarbamoyl, diméthylnitrosamine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, oxyde de bis(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,3-propanesultone, 4-nitrodiphényle, triamide hexaméthylphosphorique, benzotrichlorure, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, hydrazine.</p> <p>La quantité totale de l'une de ces substances et mélanges en contenant susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 400 kg 1^{ère} classe</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 kg, mais inférieure à 400 kg 2^{ème} classe</p> <p>2 - Les formes pulvérulentes de 4,4-méthylène-bis (2-chloroaniline) ou de ses sels :</p> <p>La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 kg 1^{ère} classe</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 g, mais inférieure à 2 kg 2^{ème} classe</p> <p>3 - Acide arsénieux et ses sels, trioxyde d'arsenic :</p> <p>La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 kg 1^{ère} classe</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 kg, mais inférieure à 20 kg 2^{ème} classe</p> <p>4 - Isocyanate de méthyle</p> <p>La quantité totale de ce produit susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 30 kg, mais inférieure à 150 kg 1^{ère} classe</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1,5 kg, mais inférieure à 30 kg 2^{ème} classe</p> <p>5 - Composés du nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel), dichlorure de soufre</p> <p>La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 200 kg, 1^{ère} classe</p> <p>b) Supérieure ou égale à 10 kg, mais inférieure à 200 kg 2^{ème} classe</p> <p>6 - Hydrogène arsénié, hydrogène phosphoré</p> <p>La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t 1^{ère} classe</p> <p>b) Supérieure ou égale à 10 kg, mais inférieure à 200 kg 2^{ème} classe</p> <p>7 - Acide arsénique et ses sels, pentaoxyde d'arsenic</p> <p>La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 2 t 1^{ère} classe</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 1 t 2^{ème} classe</p>
------	--

	<p>8 - Ethylèneimine</p> <p>La quantité totale de ce produit susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t,</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 kg, mais inférieure à 10 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
	<p>9 - Dérivés alkylés du plomb</p> <p>La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 5 t,</p> <p>b) Supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 5 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
	<p>10 - Diisocyanate de toluylène</p> <p>La quantité totale de ce produit susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t,</p> <p>b) Supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 10 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
	<p>11 - Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines (y compris TCDD) calculées en équivalent TCDD, tétraméthylène disulfotétramine.</p> <p>La quantité totale de l'un de ces produits susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 200 g,</p> <p>b) Supérieure ou égale à 10 g, mais inférieure à 200 g</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1156	<p>Oxydes d'azote autres que l'hémioxydes d'azote (emploi ou stockage des -). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 2 000 kg</p> <p>b) supérieure à 200 kg, mais inférieure ou égale à 2 000 kg</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1157	<p>Trioxyde de soufre (emploi ou stockage de), lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est :</p> <p>a) supérieure ou égale à 100 kg</p> <p>b) supérieure ou égale à 20 kg mais inférieure à 100 kg</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1158	<p>Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) (fabrication industrielle, emploi ou stockage de)</p> <p>1 - Fabrication industrielle</p> <p>2 - Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 20 t</p> <p>b). supérieure à 2 t, mais inférieure ou égale à 20 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1171	<p>Dangereux pour l'environnement - A et/ou B-, très toxiques et/ou toxiques pour les organismes aquatiques (Fabrication industrielle de substances), telles que définies à la rubrique 1 000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques :</p> <p>1 - Substances très toxiques (A) pour les organismes aquatiques. Quelle que soit la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation :</p> <p>2 - Substances toxiques (B) pour les organismes aquatiques. Quelle que soit la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation :</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe</p>

1172	<p>Dangereux pour l'environnement - A -, très toxiques pour les organismes aquatiques (Stockage et emploi de substances), telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>a) Supérieure ou égale à 200 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 200 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1173	<p>Dangereux pour l'environnement - B -, toxiques pour les organismes aquatiques (Stockage et emploi de substances), telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 200 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 200 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1174	Organohalogénés, organophosphorés, organostanniques (fabrication industrielle de composés)	1 ^{ère} classe
1175	<p>Organohalogénés (emploi ou stockage de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564</p> <p>La quantité totale de liquides organohalogénés susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 1 500 l</p> <p>b) Supérieure à 200 l, mais inférieure ou égale à 1 500 l</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1176	<p>Antimoine, argent, baryum, bore, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, étain, molybdène, nickel, plomb, tellure, titane, vanadium, zinc (fabrication industrielle de composés d' -)</p> <p><i>Exclus de cette rubrique</i></p> <p>- les composés organostanniques.</p>	1 ^{ère} classe
1177	Mercuriels (Utilisation de catalyseurs) dans des procédés industriels.	1 ^{ère} classe
1180	<p>Polychlorobiphényles (PCB), polychloroterphényles (PCT).</p> <p>1 - Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 litres de produits.</p> <p>2 - Mise en œuvre dans les composants et appareils imprégnés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>a) supérieure à 1 000 litres</p> <p>b) supérieure à 100 litres, mais inférieure ou égale à 1 000 litres</p> <p>3 - Réparation, récupération, décontamination, démontage de composants, appareils et matériels imprégnés, hors du lieu de service lorsque la quantité de produits est supérieure à 50 litres</p>	<p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p>
1185	<p>Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés</p> <p>1 - Conditionnement de fluides et mise en œuvre telle que fabrication de mousses, etc. à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345 et du « nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564 ».</p>	

	<p>La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 800 l</p> <p>b) supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l</p> <p>2 - Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920</p> <p>La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 800 l de capacité unitaire sauf installations d'extinction</p> <p>b) supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction</p> <p>3 - Régénération des fluides et recyclage des halons, sur site de traitement</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p>
1190	<p>Substances et préparations très toxiques ou toxiques (emploi ou stockage de -) dans les cas non visés par les rubriques 1111 à 1185.</p> <p>1 - La quantité totale de substances et préparations très toxiques ou toxiques, y compris des substances toxiques particulières visées par la rubrique 1150, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 100 kg</p> <p>2 - La quantité totale des substances et préparations toxiques particulières visées à la rubrique 1150-1 susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 kg</p> <p>3 - La quantité totale des substances et préparations toxiques particulières visées à la rubrique 1150-2 susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 10 kg</p> <p><i>Nota :</i></p> <p>Cette rubrique couvre les installations non visées spécifiquement par d'autres rubriques. Il s'agit, pour l'essentiel, d'activités non industrielles d'emploi et / ou de stockage (laboratoires d'analyse, de recherche, unités pilote ou dépôts annexes à ces activités) qui présentent néanmoins des risques pour l'environnement au regard de l'accumulation</p>	<p>2^{ème} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1200	<p>Combustibles (fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000</p> <p>A - Fabrication</p> <p>B - Emploi ou stockage.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 50 tonnes</p> <p>b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 50 tonnes</p> <p><i>Nota</i></p> <p>Pour les solutions de peroxyde d'hydrogène, on considère les quantités d'eau oxygénée contenues.</p> <p><i>Exclus de cette rubrique</i></p> <p>Les substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>

1210	<p>Peroxydes organiques (définition et classification des -)</p> <p>Les peroxydes organiques et les préparations en contenant sont répartis en trois catégories de risques :</p> <p>Catégorie 1 - produits présentant un risque d'explosion violente (détonation ou forte déflagration) ;</p> <p>Catégorie 2 - produits présentant un risque de déflagration modérée ;</p> <p>Catégorie 3 - produits susceptibles d'inflammation sans risque de déflagration.</p>	
1211	Fabrication des peroxydes organiques	1 ^{ère} classe
1212	<p>Peroxydes organiques et préparations en contenant (emploi ou stockage de -) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant</p> <p>1 - de la catégorie de risques 1 : - supérieure ou égale à 1 kg</p> <p>2 - de la catégorie de risque 2 : a) supérieure 500 kg b) supérieure 30 kg, mais inférieure ou égale à 500 kg</p> <p>3 - de la catégorie de risques 3 : a) supérieure à 1 000 kg b) supérieure à 60 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg</p> <p><i>Nota :</i></p> <p>- Les peroxydes et les préparations en contenant ne présentant aucun des risques ci-dessus énumérés sont visés par la rubrique 1200 (substances et préparations comburantes).</p> <p>- Lorsqu'un atelier ou dépôt contient des produits appartenant à plusieurs catégories, son classement sera effectué en assimilant les produits entreposés, dans leur totalité, à la catégorie de risques présentant le plus grand danger.</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1220	<p>Oxygène liquide (Stockage ou utilisation d') lorsque la quantité totale susceptible d'être présente dans l'établissement est</p> <p>a) supérieure ou égale à 10 tonnes</p> <p>b) supérieure ou égale à 0,5 tonne mais inférieure à 10 tonnes</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1230	<p>Nitrate de potassium : engrais composés à base de nitrate de potassium (stockage de).</p> <p>1 - Constitués de nitrate de potassium sous forme de granules et de microgranules.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 5000 tonnes</p> <p>b) supérieure à 1250 tonnes mais inférieure à 5000 tonnes</p> <p>2 - Constitués de nitrate de potassium sous forme cristalline.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 1 250 t</p> <p>b) supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>

1310	<p>Produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement (1) de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de et travail mécanique sur)</p> <p>1 - Fabrication industrielle par transformation chimique.</p> <p>2 - Autres fabrications (3), chargement, encartouchage, conditionnement (1) de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de et travail mécanique sur, à l'exclusion des opérations effectuées sur le lieu d'utilisation en vue de celle-ci.</p> <p>La quantité totale de matière active (2) susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 100 kg</p> <p>b) inférieure à 100 kg</p> <p>3 - Fabrication d'explosif en unité mobile. La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant (4) :</p> <p>a) supérieure à 100 kg</p> <p>b) inférieure à 100 kg</p> <p><i>Nota :</i></p> <p>(1) Les opérations de manipulation, manutention, conditionnement, reconditionnement, mise au détail ou distribution réalisées dans les espaces de vente des établissements recevant du public sont exclues.</p> <p>(2) la quantité de matière active à retenir tient compte des produits intermédiaires, des en-cours et des déchets dont la présence dans l'installation s'avère connexe à l'activité de fabrication.</p> <p>(3) les autres fabrications concernent les fabrications par procédé non chimique, c'est à dire par mélange physique de produits non explosifs ou non prévus pour être explosif.</p> <p>(4) La quantité de matière active à prendre en compte est la quantité d'explosif</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1311	<p>Poudres, explosifs et autres produits explosifs (stockage de -). La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 2 000 kg</p> <p>b) supérieure à 500 kg, mais inférieure ou égale à 2 000 kg</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1312	<p>Poudres, explosifs et autres produits explosifs (mise en œuvre de -) à des fins industrielles telles que découpage, formage, emboutissage, placage de métaux.</p> <p>La charge unitaire étant supérieure à 10 g.</p> <p><i>Nota</i></p> <p>L'utilisation des poudres, explosifs et autres produits explosifs pour des opérations d'extraction, ou délitement de roches ne sont pas soumis à cette rubrique de classement.</p>	<p>1^{ère} classe</p>
1313	<p>Produits explosifs (tri ou destruction de matières, objets et munitions et engins hors des lieux de découverte)</p>	<p>1^{ère} classe</p>
1320	<p>Substances et préparations explosibles (fabrication de) à l'exclusion des poudres et explosifs et des substances visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques.</p>	<p>1^{ère} classe</p>

1321	<p>Substances et préparations explosibles (emploi ou stockage de -)</p> <p><i>Exclus de cette rubrique :</i> poudres et explosifs et substances visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques.</p>	1 ^{ère} classe
1330	<p>Nitrate d'ammonium (stockage de -). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1 - Nitrate d'ammonium et préparations à base de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est :</p> <ul style="list-style-type: none"> * comprise entre 24,5 % et 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,4 % de substances combustibles ; * supérieure à 28 % en poids et qui contiennent au plus 0,2 % de substances combustibles. <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 350 tonnes</p> <p>b) supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 350 t</p> <p>2 - Solutions chaudes de nitrate d'ammonium dont la concentration en nitrate d'ammonium est supérieure à 80 % en poids. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 350 tonnes</p> <p>b) supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 350 t</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p> <p>1^{ère} classe</p>
1331	<p>Engrais simples solides à base de nitrates (ammonitrates, sulfonitrates, ...) correspondant aux spécifications de la norme NF U 42-001 (ou équivalente) ou engrais composés à base de nitrates (stockage d' -)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 250 tonnes.</p> <p><i>Nota</i></p> <p>Concernant les engrais azotés simples et les engrais composés azotés binaires (N, P ou N, K) ou ternaires (N, P, K), ne sont à prendre en compte que les engrais à base de nitrates (ex : ammonitrates). En conséquence, les engrais azotés non à base de nitrates (ex : urée) ne sont pas comptabilisés.</p> <p>L'identification d'un engrais à base de nitrate peut se faire par la mention de l'azote nitrique dans les documents commerciaux.</p>	1 ^{ère} classe
1410	<p>Gaz inflammables (fabrication industrielle de) par distillation, pyrogénisation, etc., désulfuration de gaz inflammables à l'exclusion de la production de méthane par traitement des effluents urbains ou des déchets et des gaz visés explicitement par d'autres rubriques.</p>	1 ^{ère} classe
1411	<p>Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables (gaz naturel et autres gaz).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 10 tonnes</p> <p>b) supérieure à 1 tonne, mais inférieure ou égale à 10 tonnes</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>

	<i>Exclus de cette rubrique :</i> les gaz visés explicitement par d'autres rubriques.	
1412	Gaz inflammables liquéfiés (Stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature : Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockage réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 50 t b) supérieure à 6 t mais inférieure à 50 t	1 ^{ère} classe 2 ^{ème} classe
1414	Gaz inflammables liquéfiés (Installations de remplissage ou de distribution de) 1 - Installations de remplissage de bouteilles ou de conteneurs 2 - installations de chargement et de déchargement desservant un dépôt de gaz inflammables soumis au régime de 1 ^{ère} classe 3 - Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes).	1 ^{ère} classe 1 ^{ère} classe 2 ^{ème} classe
1415	Hydrogène (fabrication industrielle de)	1 ^{ère} classe
1416	Hydrogène (stockage ou emploi de l'-). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure à 1 000 kg b) supérieure à 100 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg	1 ^{ère} classe 2 ^{ème} classe
1417	Acétylène (fabrication de l'-) par l'action de l'eau sur le carbure de calcium. 1 - Pour l'obtention d'acétylène dissous 2 - Pour l'obtention d'acétylène gazeux sous une pression absolue supérieure à $2,5 \cdot 10^5$ Pa 3 - Pour l'obtention d'acétylène gazeux sous une pression absolue inférieure ou égale à $2,5 \cdot 10^5$ Pa. Le volume de gaz emmagasiné, calculé à la température de 15°C et à la pression de 10^5 Pa, étant : a) supérieur à 1 200 litres b) supérieur à 20 litres, mais inférieur ou égal à 1 200 litres	1 ^{ère} classe 1 ^{ère} classe 1 ^{ère} classe 2 ^{ème} classe
1418	Acétylène (stockage ou emploi de l'-). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure à 1 000 kg b) supérieure à 100 kg, mais inférieure ou égale à 1 000 kg	1 ^{ère} classe 2 ^{ème} classe
1419	Oxyde d'éthylène ou de propylène (fabrication, stockage ou emploi de l') 1 - Fabrication. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2 - Stockage ou emploi. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 5 t, b) supérieure ou égale à 500 kg, mais inférieure à 5 t	1 ^{ère} classe 1 ^{ère} classe 2 ^{ème} classe

1420	<p>Amines inflammables liquéfiées (emploi ou stockage d' -).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure à 200 kg</p> <p>b) inférieure ou égale à 200 kg</p>	<p>1^{ère} classe</p> <p>2^{ème} classe</p>
1430	<p>Liquides inflammables (Définition) à l'exclusion des alcools de bouche, eaux-de-vie et autres boissons alcoolisées</p> <p>Les liquides inflammables, quelle que soit leur nature, sont répartis en quatre catégories conformément aux définitions ci-après. Le point d'éclair est déterminé suivant les modalités techniques définies par l'AFNOR et conformément aux spécifications administratives éventuellement applicables.</p> <p>Le régime de classement d'une installation est déterminé en fonction de la « capacité totale équivalente » exprimée en capacité équivalente à celle d'un liquide inflammable de la 1^{ère} catégorie, selon la formule :</p> <p>$C \text{ équivalente totale} = 10 A + B + C/5 + D/15$</p> <p>où</p> <p>A. représente la capacité relative aux liquides extrêmement inflammables (coefficient 10) : oxyde d'éthyle, et tout liquide dont le point d'éclair est inférieur à 0°C et dont la pression de vapeur à 35°C est supérieure à 10⁵ pascals.</p> <p>B. représente la capacité relative aux liquides inflammables de la 1^{ère} catégorie (coefficient 1) : tous liquides dont le point d'éclair est inférieur à 55°C et qui ne répondent pas à la définition des liquides extrêmement inflammables.</p> <p>C. représente la capacité relative aux liquides inflammables de 2^{ème} catégorie (coefficient 1/5) : tout liquide dont le point d'éclair est supérieur ou égal à 55°C et inférieur à 100°C, sauf les fuels lourds.</p> <p>D. représente la capacité relative aux liquides peu inflammables (coefficient 1/15) : fuels (ou mazout) lourds tels qu'ils sont définis par les spécifications administratives.</p> <p>Cette même formule s'emploie pour le calcul des « débits équivalent ».</p> <p><i>Nota :</i></p> <p>En outre, si des liquides inflammables sont stockés dans la même cuvette de rétention ou manipulés dans le même atelier, ils sont assimilés à des liquides inflammables de la catégorie présente la plus inflammable.</p> <p>Si des liquides sont contenus dans des réservoirs en fosse ou en double enveloppe avec système de détection de fuite ou assimilés, les coefficients visés à la rubrique 1430 sont divisés par 5.</p> <p>Hors les produits extrêmement inflammables, les liquides inflammables réchauffés dans leur masse à une température supérieure à leur point d'éclair sont assimilés à des liquides inflammables de 1^{ère} catégorie.</p>	
1431	<p>Liquides inflammables (fabrication industrielle de,....dont traitement du pétrole et de ses dérivés, désulfuration)</p>	1 ^{ère} classe
1432	<p>Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)</p> <p>Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente représente :</p> <p>a) une capacité équivalente totale supérieure à 100 m³</p>	1 ^{ère} classe